



REPUBLIQUE DU BURUNDI

**RAPPORT DE LA REUNION DE
TRAVAIL AVEC LES PARTENAIRES
TECHNIQUES ET FINANCIERS DU
SECTEUR AGRICOLE
DU 14 AU 15 MARS 2012**

Bujumbura, 16 mars 2012

Contenu

I. INTRODUCTION	4
II. DEROULEMENT.....	4
2.1. Allocutions.....	4
2.2. Présentation d'un film documentaire.....	7
2.3. Présentation du PNIA et discussions.....	7
2.4. Présentation des recommandations de la Revue technique indépendante et la réponse du gouvernement.....	9
2.5. Déclarations.....	11
III.ANNEXES.....	13
Annexe 1: Programme du Business Meeting	14
Annexe 2: Mot de bienvenue de Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage	15
Annexe 3: Discours d'ouverture du BM par SE Mr le Deuxième Vice-Président de la République .	18
Annexe 4: Intervention du Représentant du Secrétaire Général du COMESA	21
Annexe 6: Intervention du Représentant des Bailleurs de fonds au Burundi.....	27
Annexe 7: Discours de clôture du BM par SE Mr le Deuxième Vice-Président de la République	28
Annexe 8 : Les déclarations.....	31
8.1. Déclaration du Gouvernement	32
8.2. Déclaration des Organisations des Producteurs et du Secteur Privé.....	34
8.2.1. Déclaration des Organisations des Producteurs	34
8.2.2. Déclaration du Secteur Privé.....	37
8.3. Déclaration des PTFs.....	40
8.3.1. Déclaration de l'Union Européenne	40
8.3.2. Déclaration de la Belgique.....	42
8.3.3. Déclaration de la Banque Mondiale	43
8.3.4. Déclaration des Pays Bas	45
8.3.5. Déclaration du FIDA.....	46
8.3.6. Déclaration de la Chine	47

8.3.7. Déclaration de FAO.....	48
8.3.8. Déclaration du PAM	49
8.3.9. Déclaration du Japon.....	51
8.3.10. Déclaration du Kenya	52
8.3.11. Déclaration de l'Égypte	53
8.3.12. Déclaration de l'Afrique du Sud	54
8.3.13. Déclaration de l'Agence Française de Développement	55
8.4.14. Déclaration du COMESA.....	56
8.3.15. Déclaration du NEPAD.....	58
8.3.16. Déclaration de la CEPGL	59
8.3.17. Déclaration du COLEACP	62
8.3.18. Déclaration du CDE.....	64
8.3.19. Déclaration de l'EAF.....	65
8.3.20. Déclaration de la BAD.....	66
Annexe 9 : Communiqué Final	67
Annexe 10: Liste des participants.....	70

I. INTRODUCTION

1. Le Gouvernement de la République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Gervais Rufyikiri, le Deuxième Vice Président de la République, a organisé une réunion de travail (Business Meeting : BM) sur le Plan National d'Investissement Agricole, PNIA en sigle. L'événement a eu lieu les 14 et le 15 mars 2012 dans les enceintes du Celexon, Avenue du Large, à Bujumbura.
2. Ont participé à la réunion de travail les Représentants du Gouvernement, les Partenaires Techniques et Financiers et les représentants du Secteur Privé (voir liste en annexe 2).
3. La réunion de travail a été présidée, le premier jour, par Son Excellence Madame Odette Kayitesi, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage et, le deuxième jour, par Son Excellence Monsieur Gervais Rufyikiri, Deuxième Vice Président de la République. Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Royaume des Pays Bas au Burundi a co-présidé le Business Meeting au nom des Partenaires Techniques et Financiers.

II. DEROULEMENT

2.1. Allocutions

Au cours de la séance d'ouverture de la réunion de travail, cinq allocutions ont été prononcées successivement par (i) la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, (ii) le Représentant du COMESA, (iii) le Représentant de l'Union Africaine, (iv) le Représentant des Bailleurs de Fonds et, (v) Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République du Burundi.

a) Allocution de bienvenue de Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage

4. Dans son mot d'accueil, Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage a d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants à cette réunion de travail pour la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Elle a aussi remercié le Deuxième Vice - Président de la République du Burundi qui a rehaussé de sa présence les cérémonies d'ouverture tout en signifiant que cela montre combien le Gouvernement attache une importance au secteur agricole. Elle a ensuite fait savoir que cette réunion de la plus haute importance pour le pays est organisée sous le thème suivant: « Investir dans une agriculture de marché, familiale, professionnelle et respectueuse de l'environnement».
5. Elle a ainsi indiqué que la mise en œuvre du PNIA nécessite des moyens conséquents pour transformer notre agriculture de subsistance d'une façon professionnelle en une agriculture commerciale respectueuse de l'environnement. Elle a ajouté que l'agriculture au sens large dans notre pays, constitue le garant de la sécurité alimentaire, le moteur de l'économie nationale, familiale ainsi que de la croissance des autres secteurs de la vie nationale. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement à travers le Ministère de

l'Agriculture et de l'Elevage, est déterminé à relancer ce secteur pour le bien être de la population.

6. Elle a souligné que malgré les efforts fournis par le Gouvernement, l'agriculture burundaise est confrontée à des défis (i) d'ordre agronomique comme la dégradation des sols, l'exigüité des terres cultivables, le manque d'intrants agricoles surtout les engrais à cause du faible pouvoir d'achat des agriculteurs, la recrudescence des maladies et ravageurs des plantes (ii) d'ordre climatique comme les perturbations climatiques ; (iii) d'ordre technologique comme l'insuffisance des innovations techniques et enfin, (iv) d'ordre socio-économique comme la pression démographique, etc.
7. Madame la Ministre a fait savoir que le Gouvernement du Burundi a octroyé au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage au cours de cette année 2012 un budget consistant qui dépasse les 10% de l'engagement pris par les Chefs d'Etats Africains à Maputo en 2003. Malgré cela, le déficit pour la mise en œuvre du PNIA s'élève à 60% hormis les récents engagements non encore comptabilisés lors de l'élaboration du PNIA en 2011.

b) Intervention du Représentant du COMESA.

8. Après avoir transmis les salutations du Secrétaire Général du COMESA, Thierry Mutombo Kalonji a souhaité une réussite aux organisateurs de la table ronde pour la mise en œuvre du PNIA.
9. Il a invité les Pays membres du COMESA présents à cette réunion de travail à tirer les leçons de la préparation et de la mobilisation des ressources du PNIA par le Gouvernement du Burundi et à s'en inspirer pour le développement de l'agriculture et le renforcement de la sécurité alimentaire.
10. Il a félicité le Gouvernement du Burundi pour avoir bien conduit le processus dans la ligne droite des principes du PDDAA.
11. Il a réaffirmé que le COMESA endosse et souscrit au produit final du processus du PNIA. Cela fait du Burundi le 6^{ème} Pays membre du COMESA à s'y consacrer et à tenir ses engagements vis à vis de la déclaration de MAPUTO et même à aller au-delà grâce à la vision et au leadership des hautes autorités du Pays et à l'implication du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.
12. Il a réitéré la disponibilité et le soutien inébranlable du COMESA tout en invitant le Gouvernement à ne pas fléchir et à poursuivre les autres activités pour relever tous les défis qui pourraient faire obstacle à la réussite du Plan.

c) Intervention du Représentant de l'Union Africaine (U.A.).

13. L'U.A. a été représentée par le Délégué du NEPAD qui, lui aussi, a insisté sur le fait que le secteur agricole est le centre du développement socio-économique.
14. Le représentant de l'Union Africaine s'est joint à la déclaration du COMESA pour souligner l'importance du pas franchi dans l'élaboration du PNIA et l'organisation de la présente réunion de travail.
15. Il va dans le droit chemin de l'agenda du NEPAD sur les questions de la sécurité alimentaire et de l'emploi. Il a félicité le Gouvernement pour l'engagement, la

transparence et l'esprit de responsabilité. Il a fait remarquer cependant, que le développement n'est pas de la seule responsabilité du gouvernement ; la société civile et le secteur privé doivent aussi s'y impliquer. La programmation, le financement et la mise en œuvre du PNIA vont changer la manière de travailler. C'est pourquoi il est nécessaire de renforcer les capacités et d'augmenter le savoir faire. D'autres questions parallèles méritent aussi d'être appréhendées notamment les questions climatique et démographique. Le succès du PNIA dépendra aussi du financement par le secteur privé national et international.

16. Il a terminé en félicitant le Burundi pour son engagement politique qui est un facteur important de succès.

d) Intervention du Représentant des Bailleurs de Fonds.

17. Les Partenaires au Développement du Burundi ont été représentés par Monsieur Cees Roels, Chargé d'Affaires à l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Burundi qui est revenu sur le fait que le développement du Burundi dépendra du développement du secteur agricole.

18. Il a souligné que l'agriculture du Burundi a d'énormes défis à relever entre autres le fait que c'est une activité d'auto subsistance et qu'il existe une forte incertitude sur la sécurité alimentaire. Le Burundi connaît en revanche un climat propice et possède un sol productif et une population laborieuse.

19. Il a terminé son intervention avec un sentiment d'espoir que le Gouvernement du Burundi a pris en main les défis à relever et qu'en collaboration avec ses partenaires, il pourra réussir la mise en œuvre du PNIA.

20. Au nom des Partenaires au développement du Burundi, le Chargé d'Affaires à l'Ambassade du Royaume des Pays Bas a aussi réitéré la volonté des PTFs de collaborer encore mieux que par le passé pour le développement agricole et économique du Burundi.

e) Discours d'ouverture de son Excellence Monsieur le Deuxième Vice- Président.

21. Dans son allocution, S.E le Deuxième Vice-Président de la République du Burundi a indiqué que la modernisation du secteur agricole demeure une des grandes priorités du Gouvernement. Tout en rappelant que le secteur agricole occupe 90% de la population burundaise, contribue pour 44% au PIB et 95% des recettes d'exportation et que par conséquent il joue un rôle crucial dans toute stratégie visant la réduction de la pauvreté dans notre pays. C'est ainsi que le Gouvernement a une ambition de transformer l'agriculture d'auto subsistance en une agriculture de marché. Ce qui pourrait permettre d'assurer à tous les Burundais la sécurité alimentaire au niveau quantitatif et qualitatif et de dégager un surplus pour l'exportation. Il a ainsi fait savoir que cette volonté du Gouvernement se matérialise par l'allocation au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de 11,8% du budget national pour l'exercice 2012.

22. Il a réitéré l'engagement du Gouvernement à créer un environnement propice à la réussite du PNIA et à mobiliser les ressources nécessaires et a sollicité les PTFs au même engagement. Il a fait un appel aux investisseurs privés à profiter de ce climat des affaires pour investir dans la transformation et l'agro industrie. Il a terminé en réaffirmant que cette rencontre est un cadre approprié pour la réalisation du PNIA.

2.2. Présentation d'un film documentaire.

23. La présentation d'un film documentaire a illustré certains aspects de l'agriculture burundaise ainsi que les grands défis à relever et qui nécessitent des efforts combinés du Gouvernement et de ses différents partenaires techniques et financiers à travers le PNIA. Ce film documentaire a été un avant goût du contenu du PNIA et a pu remettre en exergue sous forme d'images, la réalité et les principaux défis à relever auxquels se heurte la population burundaise.

2.3. Présentation du PNIA et discussions.

a) Présentation du PNIA

24. La présentation du PNIA par les consultants national et international ayant appuyé le processus d'élaboration du PNIA, a été faite sous tous ses aspects : description des caractéristiques d'un PNIA, finalité et utilité, processus de formulation, financement, présentations des programmes et sous programmes, besoins du PNIA pour la période 2012-2017, ressources acquises et déficits (gaps), dispositif institutionnel de mise en œuvre, mesures de sauvegarde et d'accompagnement, analyse des risques et pérennisation.

b) Discussions

25. Les principales questions et observations sont les suivantes :

- a. **Question 1:** La priorisation à faire entre les besoins et les institutions en soulignant l'impossibilité de la mise en œuvre du PNIA en absence d'institutions publiques fortes d'où la nécessité d'une unité de gestion du (ou par) programme PNIA, d'un fonds de mise en œuvre et d'actions concertées de renforcement des capacités des acteurs.

Réponse : Toutes les actions seront accompagnées de renforcement des capacités. Les réformes du MINAGRIE vont accroître le renforcement institutionnel et en même temps les organisations professionnelles vont progressivement prendre en charge les activités. Une action commune de tous les partenaires publics et privés avec l'appui des bailleurs de fonds est le seul moyen de surmonter les nombreux problèmes inhérents à une réforme agraire aux nombreux contours et à l'implémentation du PNIA. Le Gouvernement a commencé à s'occuper des nombreuses questions liées à la réussite du PNIA comme le planning familial, la villagisation en vue de dégager plus d'espace pour les cultures, le micro crédit agricole, la question des semences (un projet de loi est en cours d'analyse), la question des prix (qui est liée à la chaîne de valeur), la décentralisation des services, l'irrigation, la commercialisation des intrants, la fertilisation et la production de la fumure organique (car les engrais seuls ne suffisent pas), etc.

Presque toutes les questions sont prioritaires et les choix ne sont pas toujours faciles à opérer. On est parfois obligé de prendre des choix qui correspondent aux moyens disponibles tout en étant efficaces.

- b. **Q2.** : Certaines ressources pourraient ne pas avoir été prises en compte par le PNIA.

R. : Les chiffres du PNIA sont basés sur des informations fournies par les PTFs, jusqu'en juin 2011. Beaucoup d'initiatives ont été prises entre temps après la validation du PNIA et d'autres le seront pour combler le déficit. Elles seront incorporées au fur et à mesure des actualisations annuelles des ressources « acquises ».

- c. **Q3.** : Les sous-programmes « Filières » et « Pêche et pisciculture » ont le plus grand gap alors qu'ils sont les plus susceptibles d'attirer des financements privés. Pour la filière « pêche et pisciculture », il faudrait un développement rapide de la pisciculture et s'il le faut, ajouter une filière spécifique « poisson » séparée du programme « pêche ».

R. : Les sous-programmes « filières » et « pêche et pisciculture » sont partis d'un niveau bas mais ils vont s'améliorer progressivement. Il y a beaucoup de questions sous-jacentes comme l'environnement, la formation, etc., qui méritent d'être résolues au préalable.

- d. **Q4.** : Le PNIA prend-il en compte le caractère transfrontalier de certains projets? Par quelles actions ?

R. : Les questions transfrontalières ont été débattues. Il y aura une harmonisation des actions par les institutions régionales et le PNIA va intégrer les programmes régionaux comme le cas du programme « Ruzizi sans frontière ».

- e. **Q5.** : Incorporer, au fur et à mesure dans le PNIA, les résultats des fora postérieurs à l'élaboration de celui-ci.

R. : Le PNIA est un plan flexible qui va s'adapter aux situations réelles. Tout ne peut pas être résolu dès le départ, mais les actualisations seront régulières et rien ne sera oublié ou laissé pour compte.

26. Les principales observations et recommandations sont les suivantes :

- a. Il a été recommandé de mettre un accent particulier sur la mobilisation des ressources du secteur privé national et international. L'Agence de Promotion des Investissements (API) doit s'investir à cet effet pour jouer un rôle dans le développement du Burundi. Le COMESA est disposé à l'appuyer.
- b. Les questions de remembrement des terres, les problèmes de propriété foncière, du planning familial, de la création des emplois non agricoles sont aussi à incorporer aux plans de développement des autres secteurs et ministères concernés.
- c. De nombreuses préoccupations du monde rurale ont été soulevées comme le renforcement de l'encadrement agricole à la base, le chômage ou le sous-emploi des ingénieurs agronomes, l'acquisition des semences de qualité, la création d'un fonds spécial pour les intrants, les technologies d'irrigation et les contraintes et les risques

comme les catastrophes qui entravent l'engagement du secteur privé, des banques et des assurances peuvent être atténués si l'Etat s'y investit.

- d. Il faut approfondir les outils d'analyse pour inciter les banques à investir dans les PME et PMI agricoles (SFI, micro finances, etc.), développer la capacité du secteur public à mieux travailler avec les bailleurs de fonds et, faire tout ce qui est possible pour faciliter les investisseurs.
- e. Les délégués des pays du COMESA venus participer à la réunion de travail se sont réjouis de prendre part à l'expérience burundaise et ont marqué leur intérêt sur la façon dont le Burundi entend faire face à certains défis comme la démographie, la gestion de la volatilité des prix des produits agricoles, l'impact des problèmes fonciers, la concertation dans le cadre de l'intégration régionale au moment de l'élaboration des plans.

2.4. Présentation des recommandations de la Revue technique indépendante et la réponse du gouvernement

a) Présentation des recommandations de la Revue technique indépendante

27. Les recommandations de la revue techniques indépendante ont été présentées par le chef de mission de la revue technique indépendante du PNIA.
28. Il a réaffirmé que le PNIA s'aligne correctement sur les buts, les objectifs et la vision du PDDAA et qu'il mérite d'être soutenu
29. Il est aussi revenu sur les recommandations formulées lors de la revue technique entre autres le rééquilibrage des sous-programmes à l'intérieur des programmes pour une meilleure cohérence d'ensemble, la modélisation pour mettre en relief les secteurs, sous-secteurs et filières prioritaires pouvant permettre d'atteindre l'OMD N°1 en 2015, la Collaboration et la coordination de tous les acteurs (Ministères, PTFs, OP, secteur privé) dans la mise en œuvre du PNIA, la mise en place d'un cadre de concertation État - Secteur Privé - Partenaires Techniques et Financiers pour la mise en œuvre du PNIA.

b) Présentation de la réponse du Gouvernement aux recommandations de la Revue technique indépendante.

30. Le Gouvernement a pris bonne note des recommandations pertinentes de la revue technique et a déjà mis en place tous les mécanismes pour les satisfaire.
31. Parmi les mécanismes les plus importants déjà pris par le Gouvernement, on citera, entre autres :
 - a. Pour la promotion du secteur privé et le développement du partenariat public-privé, comme souligné dans le PNIA :
 - Une Agence de Promotion des investissements (API) a été créée et est fonctionnelle.
 - Un Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural (GSADR) présidé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE) est fonctionnel depuis Janvier

2009 et dans lequel participe les représentants du secteur privé dans le cadre de Groupe de Coordination des Partenaires (GCP),

- L'équipe-pays chargée du suivi-évaluation de la mise en œuvre du PNIA sera composée des représentants du secteur privé en plus des représentants du Gouvernement, des partenaires techniques et financiers et de la société civile.
- Dans le cadre du récent décret présidentiel de réorganisation du MINAGRIE (25/11/2011), une cellule de coordination du PNIA a été spécialement prévue à cet effet au sein du Secrétariat Permanent du Ministère. Elle travaillera en étroite collaboration avec les organisations des producteurs, le secteur privé et les PTFs.
- Il convient aussi de noter que le secteur privé burundais impliqué dans l'agriculture n'est certes pas encore suffisamment structuré, mais le Gouvernement du Burundi s'attache déjà à son renforcement notamment à travers des appuis prévus à la Chambre Sectorielle Agribusiness.

b. En ce qui concerne le développement des marchés agricoles national, régional et international :

- Au niveau national, l'offre en produits alimentaires est actuellement limitée alors que le Burundi possède un potentiel suffisant pour nourrir correctement l'ensemble de sa population et d'alimenter également le marché régional. L'objectif principal du PNIA adresse cet objectif par le biais de programmes d'accroissement de la production agricole et du développement des infrastructures de maîtrise d'eau.
- Au niveau régional, le Burundi est membre de plusieurs organisations sous régionales, telles que le COMESA, la CEEAC, la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), la CEPGL. En vue de bien se positionner dans le contexte d'accès au marché régional, le Gouvernement du Burundi est entrain d'engager des réformes et de créer des infrastructures permettant l'amélioration de la transformation et de la qualité de nos produits agricoles et d'élevage, même au niveau du paysannat. Au niveau international, le PNIA prévoit le renforcement du cadre de développement institutionnel et technique des filières principales (café, thé, riz, etc.) pour que les produits agricoles burundais soient compétitifs, donc répondant aux standards essentiels de qualité.

c. Pour ce qui concerne la sécurité alimentaire :

- L'importance capitale de ce domaine est prise en compte par le gouvernement d'une manière prioritaire et de manière transversale.
- Le Burundi dispose depuis 2009 d'un document de Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) qui considère que toutes les actions entreprises dans cadre du développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, ainsi que la décentralisation concourent à l'objectif de sécurité alimentaire du pays.
- La même approche est adoptée dans le PNIA dont on peut dire que les 4 programmes sont des composantes d'un même grand programme qui intègre la sécurité alimentaire.
- Le sous-programme 5 (Sécurité alimentaire, nutrition et gestion de la vulnérabilité) a été formulé comme tel au sens strict afin de cibler les actions spécifiques à ce domaine (dont les programmes d'urgences).
- Aussi, un forum sur la sécurité alimentaire et la nutrition a été organisé du 12 au 14 décembre 2011, avec l'ensemble des partenaires des différents secteurs concernés, qui a permis de dégager les recommandations transversales à l'attention de chacun des secteurs concernés.

- De plus, la structuration du PNIA est alignée sur la nomenclature utilisée par le pays dans ses bases de données et celle des divers documents de planifications stratégiques dont le CSLP II (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, deuxième génération) et les autres documents de stratégies sous sectorielles.
 - Le Gouvernement, ainsi que ses partenaires, considère que la modification de cette nomenclature représenterait un travail supplémentaire et des dépenses budgétaires qui n'apporteraient pas de valeur ajoutée au document du PNIA.
- d. En ce qui concerne la modélisation économique du secteur agricole, le Gouvernement a pris les mesures nécessaires pour réaliser le travail dans le cadre d'une collaboration avec l'IFPRI qui a déjà mandaté l'ILRI pour effectuer cet exercice de modélisation. La signature de l'accord de financement avec le COMESA pour cet important exercice est en cours de négociation.

2.5. Déclarations

32. Une partie importante de la réunion de travail a été consacrée aux différentes déclarations du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers ainsi que des représentants de certains pays amis du Burundi. Elle a été présidée par Son excellence le Deuxième Vice-Président de la République lui-même.
33. Le premier à faire sa déclaration a été le Gouvernement du Burundi à travers le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique en personne. Il a annoncé, avec des chiffres à l'appui, une contribution financière de plus en plus croissante au secteur agricole et plus particulier au PNIA.
34. Les différents partenaires techniques et financiers ont réitéré leur engagement dans le soutien du secteur agricole à travers le PNIA ainsi que la poursuite et le renforcement de ces appuis. D'autres encore ont manifesté leurs intentions de soutenir le secteur agricole.
35. Les pays amis ainsi que d'autres organisations présentes dans ces assises ont également félicité le Gouvernement du Burundi pour avoir bien conduit le processus PNIA et ont promis d'être à son côté dans sa mise en œuvre par des appuis multiformes.
36. Les différents partenaires techniques et financiers ayant fait leurs déclarations sont repris dans le tableau ci-après:

Tableau 1 : Pays et Organisations ayant fait une déclaration

1. Groupe de Plaidoyer Agricole	12. KENYA
2. Secteur privé	13. Egypte
3. Union Européenne	14. Afrique du Sud
4. Royaume de Belgique	15. AFD
5. Banque Mondiale	16. COMESA
6. Royaume des Pays Bas	17. NEPAD
7. FIDA	18. CEPGL
8. Chine	19. COLEACP
9. FAO	20. CDE
10. PAM	21. EAFF
11. JAPON	22. BAD

37. Les engagements récents ou en cours suscités dans le sillage du processus de validation du PNIA puis de la présente réunion de travail se chiffrent à environ 230 milliards de BIF provenant notamment de l'Union Européenne, des Pays Bas, de la Belgique, de la Banque Mondiale et de la France. Ceci ramènerait le montant des ressources disponibles de 577 milliards de BIF à 807 milliards de BIF et le déficit de 60% à 44%.

38. D'autres annonces non chiffrées ou non encore explicitement approuvées devraient permettre de drainer d'avantage de fonds, sans toutefois pouvoir avancer un chiffre à ce stade.

39. Enfin, certains bailleurs ont déjà annoncés qu'ils débloqueront des montants additionnels importants en complément à l'appui financier du GAFSP, en particulier le FIDA qui a été désigné par le Gouvernement comme entité de supervision en accord avec tous les partenaires impliqués.

40. Avant de passer aux cérémonies de clôtures du Business Meeting des Partenaires Techniques et Financiers du Burundi pour le Secteur Agricole, un communiqué final a été lu à l'intention de toute l'assemblée présente.

41. La clôture de la réunion de travail a été prononcée par Son Excellence le Premier Vice Président de la République du Burundi qui a félicité tous les participants dans leurs diversités.

III.ANNEXES

- Annexe 1 : Programme du Business Meeting
- Annexe 2 : Mot de bienvenue de Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage
- Annexe 3 : Discours d'ouverture du BM par SE Mr le Deuxième Vice-Président de la République
- Annexe 4 : Intervention du Représentant du Secrétaire Général du COMESA
- Annexe 5 : Intervention du Représentant de l'Union Africaine
- Annexe 6 : Intervention du Représentant des Bailleurs de fonds au Burundi
- Annexe 7 : Discours de clôture du BM par SE Mr le Deuxième Vice-Président de la République
- Annexe 8 : Les différentes déclarations
- Annexe 9 : Communiqué final
- Annexe 10 : Liste des participants

Annexe 1: Programme du Business Meeting

BUJUMBURA, CELEXON les 14 et 15 Mars 2012

Date : Mercredi 14 Mars 2012		
Heure	Activités	Responsables
08H00-08H45	Installation et enregistrement des invités	Comité Organisation (C.O.)
08H50	Arrivée de SE Mr le 2ème Vice-Président	Protocole
08H50-09H00	Mot de bienvenue de Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage	MINAGRIE
09H00-09H10	Intervention du Secrétaire Général du COMESA	COMESA
09H10-09H20	Intervention de l'Union Africaine	CUA
09H20-09H30	Intervention du Représentant des Bailleurs de fonds au Burundi (Chef de file du Groupe Sectoriel)	Ambassade des Pays-Bas
09H30-09H50	Discours de SE Mr le Deuxième Vice-Président	Protocole
09H50-10H10	Projection d'un film documentaire	Cellule Communication
10H10-10H40	Pause-café	C.O.
10H40-11H40	Présentation du PNIA et des GAPS	Consultants
11H40-12H40	Questions - Réponses	Assemblée
12H40-14H30	Pause déjeuner	C.O.
14H30-14H50	Présentation des recommandations de la Revue technique indépendante	Chef de mission de la revue
14H50-15H10	Présentation de la réponse du gouvernement aux recommandations de la Revue technique indépendante.	DGPAAE
15H10-15H50	Questions - Réponses	Assemblée
15H50-16H20	Pause-café	C.O.
16H20-16H40	Déclaration des Organisations des Producteurs	Représentant des OPA
16H40-17H00	Déclaration du secteur privé	Représentant de la Chambre Agro-Business
17H00	Clôture première journée	Modérateur
18H00	Danse traditionnelle et cocktail	C.O.
Date : Jeudi 15 Mars 2012		
Heure	Activités	Responsables
08H00-08H45	Installation et enregistrement des invités	C.O.
08H45-09H00	Déclaration du Gouvernement	Protocole
09H00-10H30	Déclaration des PTFs	PTF (voir liste et ordre d'annonces)
10H30-11H00	Pause-café	C.O.
11H00-13H00	Déclaration des PTF's	PTF (voir liste et ordre d'annonces)
13H00-14H30	Déjeuner	C.O.
14H30-14H50	Communiqué final	Rapporteur Général -
14H50-15H00	Discours de clôture	SE Mr le Deuxième Vice-Président
15H00	Fin des cérémonies et départ des participants	

Annexe 2: Mot de bienvenue de Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage

Excellence Monsieur le 2ème Vice-Président de la République ;

Honorables Représentants du Peuple ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations des Producteurs ;

Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société Civile ;

Distingués Invités ;

Mesdames et Messieurs.

C'est un grand plaisir et un honneur pour moi et le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, de vous accueillir parmi nous à cette occasion de la table ronde des bailleurs de fonds pour la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) pour la période 2012-2017. Le thème choisi pour ce business meeting du PNIA est « **Investir dans une agriculture de marché, familiale, professionnelle et respectueuse de l'environnement** ». La mise en œuvre du PNIA nécessite des moyens conséquents pour transformer notre agriculture de subsistance d'une façon professionnelle en une agriculture commerciale respectueuse de l'environnement.

Excellence Monsieur le Vice-Président de la République, votre présence parmi nous témoigne encore une fois votre attachement incessant à la relance de l'économie nationale en général et du secteur agricole en particulier. La preuve la plus parlante est l'octroi au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage au cours de cette année fiscale 2012 d'un budget consistant qui dépasse les 10% de l'engagement des Chefs d'Etats africains fait à Maputo en 2003.

Excellence Monsieur le Vice-Président de la République ;

Honorables Représentants du Peuple ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales ;

Distingués Invités ;

Mesdames et Messieurs.

En effet, l'agriculture au sens large dans notre pays constitue le garant de la sécurité alimentaire, le poumon de l'économie nationale et familiale ainsi que le moteur de la croissance des autres secteurs de la vie nationale. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage est déterminé à relancer ce secteur pour le bien être de la population.

Malgré les efforts fournis par le Gouvernement, l'agriculture burundaise est confrontée à des défis (i) d'ordre agronomique comme la dégradation des sols, l'exiguïté des terres cultivables, le manque d'intrants agricoles surtout les engrais à cause du faible pouvoir d'achat des agriculteurs, la recrudescence des maladies et ravageurs des plantes ... ; d'autres défis sont (ii) d'ordre climatique comme les perturbations climatiques ; (iii) d'ordre technologique comme l'insuffisance des innovations techniques et enfin (iv) d'ordre socio-économique comme la pression démographique, etc.

Face à ces défis et dans le souci d'augmenter la production, le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers a initié depuis 2009 le processus d'élaboration du Plan National d'Investissement Agricole qui vient opérationnaliser la Stratégie Agricole Nationale (SAN) élaborée en 2007, le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) de 2008. Le PNIA est également aligné sur la Vision Burundi 2025 élaborée en 2009, il est cohérent avec le Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté, deuxième génération (CSLP II en sigle) et il suit les orientations continentales du NEPAD avec son document de Plan Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) validé en Août 2009.

Le processus d'élaboration du PNIA a été le plus inclusif possible et a impliqué toutes les parties prenantes. Il a été formulé avec l'appui financier et technique des partenaires techniques et financiers ainsi que du COMESA et en collaboration avec les représentants de la société civile, des organisations paysannes et du secteur privé. Il a fait l'objet de plusieurs ateliers et consultations provinciales auxquels ont pris part tous les segments de la société civile et du monde rural (secteur privé, associations communautaires et paysannes, organisations de producteurs) ainsi que les représentants des groupes vulnérables. Son adoption a été faite au cours d'un atelier de validation des parties prenantes organisé le 24 juin 2011.

Comme les prochains orateurs vont le montrer, le PNIA a été élaboré pour une période de six ans de 2012 à 2017 et comprend 4 programmes et 15 sous programmes prioritaires. Ces programmes sont : (i) Croissance durable de la production et de la sécurité alimentaire, (ii) Professionnalisation des producteurs et promotion de l'innovation, (iii) Développement des filières et de l'agro-business et (iv) Renforcement des institutions publiques.

Pour définir les actions prioritaires du PNIA, le MINAGRIE avec les autres partenaires dont les représentants des producteurs dans les ateliers provinciaux se sont basés sur les critères suivants : (i) Contribution de l'activité à la sécurité alimentaire, (ii) Contribution de l'activité à la réduction de la pauvreté et (iii) Contribution de l'activité à la croissance du sous-secteur.

Excellence Monsieur le Vice-Président de la République,

Mesdames et Messieurs les Participants ;

Le total de financement nécessaire pour la mise en œuvre du PNIA s'établit à 1 452 301 millions de FBU pour la période 2012-2017. Les ressources disponibles sont estimées à 576 983 millions de FBU alors que les besoins additionnels de financement (Gaps) sont estimés à 875 318 millions de FBU soit 60% des besoins totaux, dont 49 106 millions de FBU sont attendus du secteur privé. Pour toute la période du PNIA, les déficits plus importants s'observent dans les programmes 3 et 4 (Développement des filières et de l'agro-business et (iv) Renforcement des institutions publiques) respectivement pour les proportions de 82% et 58%

Excellence Monsieur le Vice-Président de la République ;

Honorables Représentants du Peuple ;

Mesdames et Messieurs les Ministres ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales ;

Distingués Invités ;

Mesdames et Messieurs.

Avant de terminer mon propos, j'aimerais réitérer mes vifs remerciements à **Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République** qui a bien voulu nous consacrer son temps précieux en rehaussant de sa présence ces cérémonies d'ouverture de cette « **Table ronde de mobilisation financière du Plan National d'Investissement Agricole** ».

Mes remerciements vont également à l'endroit de nos Partenaires Techniques et Financiers, qui ne cessent de nous appuyer et leur présence parmi nous dans cette rencontre nous reconforte une fois de plus et nous donne l'espoir d'aller de l'avant dans notre programme de développement du secteur agricole et de l'élevage.

Enfin, je remercie vous tous qui avez bien voulu vous joindre à nous pour cette séance de travail qui va nous donner des promesses de financement du secteur de l'agriculture et de l'élevage afin que nos populations aient à manger en qualité et en quantité suffisantes et participent dans l'édification de notre chère patrie en développant une agriculture durable et respectueuse de l'environnement.

A la veille du cinquantenaire d'Indépendance de notre pays, mon vœu le plus ardent est de rassembler les moyens nécessaires pour la mise en place efficace du PNIA afin d'arriver à l'auto-suffisance alimentaire de toute la population burundaise et arriver à produire un surplus commercialisable pendant la durée du PNIA.

Vive la Coopération Internationale

Vive l'Agriculture et l'Elevage au Burundi

Je vous remercie.

Annexe 3: Discours d'ouverture du BM par SE Mr le Deuxième Vice-Président de la République

Allocution prononcée par Son Excellence Monsieur Gervais Rufyikiri, Deuxième Vice-Président de la République lors de l'ouverture de la table ronde de mobilisation des ressources financières du Plan National d'Investissement Agricole sur le thème « **investir dans l'agriculture de marché, familiale, professionnelle et respectueuse de l'environnement** »

Honorables Parlementaires,

Mesdames, Messieurs les Ministres ;

Mesdames, Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et Consulaire ;

Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations des Producteurs ;

Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société Civile ;

Distingués Invités ;

Mesdames et Messieurs ;

1. Le Gouvernement du Burundi se réjouit de la tenue de cette table ronde de mobilisation des ressources financières du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).
2. Qu'il me plaise en ce moment de l'ouverture des travaux de cette table ronde, de souhaiter dès l'abord, la chaleureuse bienvenue et un agréable séjour à nos hôtes venus des pays et organisations amis.
3. Le Gouvernement du Burundi vous remercie pour votre participation à cette importante rencontre qui constitue sans nul doute un témoignage éloquent de l'engagement de vos pays et organisations respectifs à accompagner le Burundi sur la voie de la relance de son économie à travers le développement du secteur agricole.

Honorables,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs

4. La modernisation du secteur agricole demeure une des grandes priorités du Gouvernement du Burundi. En effet, l'agriculture et l'élevage qui occupent 90 % de la population, contribuent pour 44% au PIB et 95 % des recettes d'exportation jouent un rôle crucial dans toute stratégie visant la réduction de la pauvreté dans notre pays.
5. A cet égard, l'ambition du Gouvernement du Burundi est de pouvoir transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture de marché, ce qui permettra d'assurer à tous les Burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité et de dégager un surplus pour

l'exportation. L'allocation au secteur agricole de 11, 8 % du budget national, exercice 2012 constitue la matérialisation de cette volonté du Gouvernement du Burundi.

6. En outre, la mise en place en 2009 d'un Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) cohérent qui s'inscrit dans la droite ligne des autres documents stratégiques en l'occurrence la Stratégie Agricole Nationale, le Cadre Stratégique de Croissance de Lutte contre la Pauvreté, deuxième génération, le Document d'Orientation du Secteur Elevage, le Programme National de Sécurité Alimentaire « PNSA » constitue aussi la concrétisation de l'engagement du gouvernement à faire du secteur agricole le moteur du développement social et économique.
7. Le Programme National d'Investissement Agricole est à cet égard, un cadre de cohérence et de coordination des investissements dans le secteur agricole. Ses objectifs principaux sont entre autres :
 - assurer la sécurité alimentaire pour tous,
 - augmenter les revenus des ménages,
 - procurer des devises,
 - fournir la matière pour le secteur industriel ;
 - créer des emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture.
8. Par ailleurs, la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole permettra au ministère ayant l'agriculture et l'élevage dans ses attributions à s'acquitter de ses principales missions à savoir :
 - la multiplication et la distribution des semences de qualité de six cultures que le Gouvernement s'est donné comme priorité notamment le manioc, la banane, le maïs, la pomme de terre, le riz et le palmier à huile.
 - la disponibilisation des intrants agricoles dont les semences améliorées, les insecticides, les fongicides et les engrais chimiques.
 - la réhabilitation du secteur de l'élevage.
 - l'irrigation des grands périmètres régionaux notamment le Bugesera, le Moso et l'Imbo.
 - la constitution du fonds de sécurité alimentaire.
 - l'extension de la palmeraie au Burundi
 - le développement de la recherche. Etc

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

9. A l'instar des autres pays membres du NEPAD, le Burundi a pris l'engagement : (i) de créer un environnement favorable à une meilleure compétitivité du secteur agricole et rural ; (ii) d'atteindre l'objectif de croissance de 6% dans le secteur agricole et de mobiliser les

ressources nécessaires pour réaliser les investissements correspondants, (iii) d'allouer des ressources à hauteur de 10% du budget national au secteur agricole, conformément aux engagements de la déclaration de Maputo et (iv) de créer un cadre de référence coordonné pour le financement bilatéral et multilatéral du secteur.

10. Le développement durable dans le secteur agricole est donc un processus qui requiert la conjugaison des efforts du gouvernement et de ses partenaires. C'est à ce titre que le Gouvernement du Burundi sollicite un engagement sans faille de tous ses partenaires techniques et financiers en l'occurrence les partenaires de l'assistance bilatérale et multilatérale, les Organisations Non Gouvernementales, les investisseurs privés aussi bien burundais qu'étrangers, les organisations de producteurs etc. à participer activement au financement du PNIA.
11. Tout en demandant le financement du PNIA, nous lançons également un appel aux investisseurs privés à profiter notamment d'une part, du climat des affaires qui est l'un des plus alléchants et d'autre part, des opportunités d'affaires et d'investissements qu'offre l'environnement burundais sur tous les points de vue en investissant dans le secteur agricole particulièrement dans la transformation et l'agro-industrie.

Honorables,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

12. Le Gouvernement du Burundi réitère ses remerciements à l'endroit de tous les partenaires qui l'appuient dans le secteur agricole et souhaite que cette rencontre soit une opportunité de plus à réaffirmer leur engagement à poursuivre leur inlassable soutien en vue de la modernisation et le développement du secteur agricole, qui est l'un des catalyseurs du développement social et économique du Burundi.
13. Le Gouvernement du Burundi attend beaucoup de cette rencontre qui est un cadre approprié d'échanges et de prise d'engagement conséquent de tous les partenaires directement concernés dans la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole.
14. C'est sur ce vœu que je vous souhaite de fructueux échanges et débats et que je déclare ouvertes les activités de cette table ronde de mobilisation des ressources financières du Programme National d'Investissement agricole.

Vive la coopération Internationale ;

Je vous remercie

Annexe 4: Intervention du Représentant du Secrétaire Général du COMESA

**ALLOCUTION DE MR. THIERRY MUTOMBO KALONJI, DIRECTEUR a.i.
Division investissement & Développement du secteur privé au nom du SECRETAIRE
GENERAL DU COMESA**

***Table Ronde des partenaires pour la mise en œuvre du Plan -1 d'investissement agricole
Bujumbura, Burundi
14-15 mars 2012***

S.E, Dr. Gervais Rufyikiri, 2eme Vice-Président de la République de Burundi ;
S.E Madame Odette Kayitesi, Ministre de l'Agriculture;
Excellences Messieurs les Ministres et Vice-ministres ici présents ;
Monsieur le Représentant de l' Economie rurale et Agriculture de l'Union Africaine ;
Monsieur le Représentant de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD ;
Monsieur le Représentant de la Commission Economique des Etats de l'Afrique Centrale ;
Excellences Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Missions diplomatiques ;
Cadres Supérieurs de l'Administration publique de la République de Burundi ;
Messieurs les Représentants des bailleurs de fonds et de la coopération technique ;
Messieurs les Représentants du secteur privé, des organisations agricoles, féminines, de jeunes
et de la Société civile ;
Mes Collègues du Secrétariat du COMESA;
Membres de la Presse;
Distingués Invités, Mesdames et Messieurs;

C'est un grand plaisir pour moi de prononcer cette allocution au nom du Secrétaire Général du COMESA, Monsieur Sindiso Ngwenya, qui aurait voulu venir personnellement à cet important événement mais qui se trouve empêché pour des raisons évidentes. Le Secrétaire Général m'a cependant chargé de transmettre ses salutations au Gouvernement et au peuple de Burundi et souhaite vivement que les délibérations de cette Table Ronde des partenaires pour la mise en œuvre du Plan National d'Investissement couronnées d'un grand succès.

Avant de procéder à la lecture de l' adresse de Mr le Secrétaire Général du COMESA, permettez-moi Distingués invités, Mesdames et Messieurs, de vous exprimer au nom du Secrétariat du COMESA et en celui de l'équipe qui m'accompagne, toute notre gratitude pour l'accueil combien chaleureux et fraternel qui nous a été réservé depuis notre arrivée dans ce beau pays.

Nous vous remercions sincèrement de cette hospitalité et sommes très honorés de prendre part à la cérémonie de ce jour.

Je m'appelle Thierry Mutombo Kalonji. Je suis le Directeur chargé de la Promotion de l'investissement et du Développement du Secteur Privé au Secrétariat du COMESA.

Voici en intégralité l' adresse du Secrétaire Général du COMESA

" C'est un grand honneur et privilège pour moi de prendre part à la cérémonie de ce jour au nom du Secrétariat du COMESA, à l'occasion de la Table Ronde des partenaires qui intervient après la signature du pacte du Programme Détaillé sur le Développement de l'Agriculture (PDDAA).

Cette réunion se tient juste avant la réunion ministérielle qui sera organisée à Nairobi, au Kenya, du 25 au 28 mars 2012, pour discuter si-ir des questions en rapport avec la sécurité alimentaire affectant la grande corne de l'Afrique. Cette réunion témoigne de l'importance que nos gouvernements attachent au développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le continent.

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi de saisir cette opportunité pour souhaiter la bienvenue aux délégués et cadres supérieurs des Administrations publiques des autres Etats membres du COMESA, à savoir, le Djibouti, la République Démocratique du Congo, les Seychelles, le Swaziland et la Zambie. Ces représentants sont ici pour être des témoins de cet important événement et pour tirer des leçons à partir de l'expérience burundaise, particulièrement en ce qui concerne le processus de préparation du plan d'investissement national agricole et les mécanismes de mobilisation des ressources requises. Je crois fermement que vous ne ménagerez aucun effort pour trouver un temps de partager avec eux votre expérience durant les moments de pauses. Je voudrais aussi souhaiter la bienvenue aux représentants des institutions techniques conduites par le Chef d'équipe de la Revue technique qui présentera les résultats de la revue du Plan National d'investissement qui a eu lieu en aout 2011.

Je crois sans nul doute que la tenue de cette réunion d'une importance va inspirer le reste des Etats membres du COMESA à redoubler d'efforts pour finaliser leur plan national d'investissement pour l' agriculture et la sécurité alimentaire.

**Distingués invités
Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi aussi d'affirmer que nous sommes fiers de nous retrouver en République de Burundi parce que ce pays a démontré une grande détermination durant les années récentes à faire de son économie, une référence de réussite parmi les Etats membres du COMESA. A titre d'exemple, et de sources sûres, j'ai été informé que la mise en œuvre de Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) au niveau de Burundi a bénéficié d'un soutien au plus haut niveau du Gouvernement de ce pays, et les questions relatives au développement de l'agriculture a bénéficié d'une grande attention de la part de principaux acteurs de ce secteur. Je suis aussi informé que les principes de PDDAA tels que larges consultations avec les acteurs de ce secteurs et autres parties prenantes, et le renforcement des partenariats, ont été bien observés. Par ailleurs, la participation des partenaires de développement a été exemplaire.

Permettez-moi donc de vous exprimer, Excellence Monsieur le 2eme Vice-Président de la République et tout votre Gouvernement, nos vives félicitations pour avoir créé un environnement favorable pour la mise en œuvre de ce processus. J'encourage aussi nos partenaires à continuer leur soutien à l'endroit du Gouvernement et aux parties prenantes, de mener ce programme à bonnes fins.

**Excellence Monsieur le 2eme Vice-Président de la République
Excellences Messieurs les Ministres,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs.**

C'est depuis quelques années que le COMESA soutient la mise en œuvre du PDDAA au Burundi. Mais je dois souligner cependant que c'est le peuple de Burundi qui a été et qui est l'artisan de ce processus. Je voudrais rappeler que le Burundi a signé Pacte de PDDAA en aout 2009 au cours de la cérémonie qui a été présidée par Son Excellence Monsieur le Président de la République.

Par la suite, avec l'appui technique et financier de nos partenaires, des consultations nationales à grande échelle, des acteurs du secteur et autres parties prenantes ont été organisées dans le but de définir les axes prioritaires à prendre en compte dans le plan national d'investissement. Aujourd'hui, nous sommes fiers d'être ici avec les différents partenaires pour endosser le produit final de ce processus et y souscrire afin de permettre au Gouvernement de mettre en œuvre les programmes de ce plan d'investissement.

Il importe de souligner que ce progrès a été réalisé grâce au leadership de son Excellence Monsieur le Président de la République qui aussi naturellement ne cesse de témoigner de son appui combien appréciable au programme d'intégration régional du COMESA. Comme conséquence, et cela ne surprend personne, l'économie de Burundi a réussi à résister aux récentes turbulences de la récession économique mondiale.

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

L'événement qui nous réunit ce jour est la preuve des efforts inlassables des Etats membres du COMESA dans la mise en œuvre du processus de PDDAA tel que conçu par les Chefs de l'Etat et de Gouvernement de l' Union Africaine en juillet 2003, et connu sous le nom de « **Déclaration de Maputo** ». En effet, selon cette Déclaration, les Etats membres de l' Union Africaine dont Burundi, sont invités à relever le niveau des investissements dans le secteur de l' agriculture afin d'atteindre au moins 6% de croissance annuelle dans le secteur agricole, et ce, à travers une allocation budgétaire annuelle d'au moins 10% ou plus, à l' agriculture. Ceci fait partie des efforts attendus des pays africains pour atteindre les Objectifs du Développement du Millénaire, dont le premier est en rapport la réduction de la faim et de la pauvreté en 2015.

**Excellences Messieurs les Ministres,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais aussi rappeler le contexte historique dans lequel nos Chefs de l'Etat et de Gouvernement ont endossé le Plan Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique en vue de transformer le secteur de l' agriculture. Il est un fait que l' agriculture en Afrique a été régie par divers régimes légaux depuis les années 1960. En effet, l'Afrique a connu une ère de l'implication directe des gouvernements à travers le contrôle strict des activités de production et de commercialisation des produits.

L'Afrique a également connu la période des reformes structurelles faisant partie intégrante des programmes d'ajustement structurels (PAS) qui ont soufflé sur le continent dans les années 1980, dans lesquels le secteur privé était supposé jouer le rôle primordial dans les activités de production et commercialisation.

Nous savons aussi que l' économie de marché a ses défis particulièrement en Afrique où le secteur privé rencontre d'énormes difficultés, et donc, ne peut pas être en mesure de répondre aux besoins de la population ; et de manière non surprenante, vers la fin des années 1990 et début 2000, il devenait évident que les investissements publics et le leadership du gouvernement dans le secteur agricole devenaient une grande nécessité pour le devenir du secteur agricole en Afrique considéré comme l'épine dorsal de la plupart de nos économies.

C'est par rapport à ce qui précède distingués invités, Mesdames et Messieurs, qu'un pressant appel aux investissements tant publics et que privés a été lancé pour le développement de l'agriculture en Afrique, à travers la Déclaration de Maputo de 2003 qui vise entre autres, promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, intégration des agriculteurs, plus particulièrement les petits fermiers dans l'économie de marché, pour atteindre ainsi une distribution équitable des richesses. J'en appelle aux Etats membres de ne pas fléchir dans la mise en œuvre de PDDAA en s'assurant de l'augmentation tant qualitative que quantitative des

investissements publics et privés dans le secteur agricole. Et ceci est l'unique voie pour délivrer nos populations du piège de la pauvreté dans lequel elles se sont enlisées.

Vous conviendrez avec moi que le PDDAA prend en compte les leçons que l'histoire de la gestion du secteur agricole en Afrique nous a apprises et ce, à travers une approche réaliste de partenariats et des alliances entre les pouvoirs publics et le secteur privé d'une part; et d'autre part, institue une responsabilité collective qui découle desdits partenariats. Enfin le PDDAA offre aux Etats membres un cadre régional de coopération et de complémentarité.

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Avec la réunion de ce jour, le Burundi devient le 6^{ème} Etat membre du COMESA à avoir organisé la Table Ronde des partenaires pour la mise en œuvre du PDDAA. Il rejoint ainsi le Rwanda, l'Ouganda, le Kenya, l'Ethiopie et le Malawi. Il convient de relever à ce sujet que le Rwanda et l'Ethiopie ont même commencé à bénéficier des ressources provenant du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire- un programme soutenu par le G-20 depuis 2009 pour assister les pays africains dans la mise en œuvre de leur plan national d'investissement dans le cadre du PDDAA. Il convient aussi de souligner que ce nouvel appel à propositions a été annoncé pour la fin du mois en cours. Nous espérons que le Burundi va capitaliser cette opportunité.

Excellences Messieurs les Ministres,

La tenue de cette rencontre est la conséquence directe d'une auto-évaluation des succès et défis multiples qui ont émaillé la gestion du secteur agricole de Burundi pendant les dernières années afin de tirer des leçons appropriées pour le lendemain meilleur.

A vous Excellence **Madame Odette Kayitesi**, je voudrais vous exprimer toute ma profonde appréciation pour votre implication personnelle dans ce processus et souhaite vivement que votre leadership continue à galvaniser les efforts des uns et des autres jusqu'à ce que ce processus porte des fruits attendus, et je suis convaincu que cela arrivera très bientôt.

Le COMESA a toujours témoigné de sa disponibilité à apporter son appui technique et logistique depuis la gestation du PDDAA au Burundi à ce jour. Et comme le processus est encore à mi-parcours, je voudrais vous assurer du soutien inébranlable du COMESA dans la mise en œuvre des différents programmes définis dans le Plan national d'investissement. Nous continuerons à assurer et intensifier notre appui au Burundi et à tous les autres Etats membres du COMESA, dans leurs efforts de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre effective et efficiente desdits programmes.

Par ailleurs, permettez-moi de saisir cette opportunité pour demander au Burundi et aux autres pays ici représentés de se familiariser avec d'autres activités et programmes régionaux du **COMESA**, tels que ceux se rapportant au Changement climatique, à l'agriculture de conservation et aux activités relatives à la promotion de l'investissement et au développement du secteur privé. Notre personnel est ici pour partager avec vous les informations en rapport avec initiatives précitées.

Et pour terminer, je voudrais encore une fois remercier le Gouvernement de la République de Burundi pour l'accueil chaleureux accordée à la délégation du COMESA. Je voudrais aussi remercier la commission de l'Union africaine et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, les partenaires de développement ici représentés, tous les groupements d'intérêt économique et autres parties prenantes pour leur appui au processus de PDDAA.

Aux organisateurs de ce forum, je voudrais exprimer toutes mes félicitations pour le travail bien accompli.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite des fructueuses délibérations.

Annexe 5: Intervention du Représentant de l'Union Africaine

Statement delivered at the occasion of the Burundi NEPAD-CAADP Independent Technical Review by Mr. Martin Bwalya on behalf of the NEPAD Agency and the AUC

14th March 2012

His Excellency, 2nd Deputy President
Honorable Minister of Agriculture,
Honorable Ministers,
Representative of COMESA Secretary General, Bilateral and Multilateral Partners
Distinguished Guests
Ladies and Gentlemen

I stand here representing the NEPAD Planning and Coordinating Agency and the African Union Commission in particular the NEPAD Agency Chief Executive, Dr. Ibrahim Mayaki, and the AUC Commissioner for Rural Economy and Agriculture, H.E. Tumusiime Rhoda Peace. They both send their best wishes and commend the Government and people of Burundi on the CAADP undertaking in general and this important milestone, in particular.

The event we are witnessing today is an important one for Burundi and indeed for Africa. The NEPAD Agency and AUC are delighted to share this moment with you. Jointly with the African Union Commission and COMESA as well as other Regional Economic Communities, the NEPAD Agency has accompanied 29 countries to sign their national CAADP Compact. Out of these 29, 23 have already finalized their national agriculture and food security investments plans, held their technical review and business Meetings. Today, Burundi joins these countries.

YOUR EXCELLENCY, Mr. CHAIRPERSON, our countries have been developing investment plans. This not new, however, how is it significant, this time around.

The NEPAD agenda, as endorsed by the Heads of State and Government in 2001, and the Comprehensive Africa agriculture Development Programme (CAADP) endorsed in 2003, than ever before, Africa is demonstrating the continent's revolve and commitment to deliver results and achieve desired impact, yes, first in terms of increase in agriculture productivity; but ultimately it is about food security, employment and incomes for our people and poverty alleviation.

YOUR EXCELLENCY, the signing of the national CAADP compacts and development of investment plans, this time around, is no ordinary exercise. This is now based on fundamental principles and conviction that (1) Africa will be developed by Africa. This is also to say, the partnerships with our development partners will only be valuable if we, as Africa, as member states "hold our end of the stick". (2) the commitment to inclusiveness, transparency and accountability and (3) strengthening and aligning our policies and institutions including human competencies for strong and sustainable capacity for effective and efficient execution and delivery of results.

This is why, **Your Excellency, Mr. Chairperson**, It is useful to reflect for a moment, the meaning of this Business Meeting, we are witnessing today.

“The Business Meeting” is a reaffirmation of our commitment to the NEPAD – CAADP principles and values in pursuing our shared vision of an agriculture that is at the centre of the drive for socio-economic growth and development.

In “the Business Meeting” we reaffirm our collective responsibility to the agriculture development agenda in Burundi; that the duty to deliver socio-economic growth and development in Burundi is not a responsibility of Government alone. The Civil Society, Private Sector as well as the development Partners are equally responsible. We all have to play our part, recognizing that the “greater good” will only come from building on and connecting our complementarities along a common VISION – a genuinely Burundian vision.

Even more important, “the Business Meeting” is a statement about our resolve and commitment to ACTION and RESULTS. From now on, the focus is programmes, financing, implementation and results.

YOUR EXCELLENCY, we have learnt from the countries that have gone ahead, that implementing CAADP is at the core of it a reform agenda. It is about change in the way we do business. This is important, as the issue is “not just to deliver 6% annual productivity BUT building and sustaining capacity to continue to deliver the 6%. The NEPAD Agency together with COMESA and AUC are ready to continue to accompany you in this undertaking, especially as concerns building systems and capacity for knowledge and information support, tracking performance to support learning, planning and accountability and developing the human competency pool to champion this agenda.

In the face of a reality that is highly globalised and witnessing rapid and significant shifts and emergency of new factors including the rise and variability in food and energy prices, climate change, disease including HIV-Aids, demographic trends, Africa can seat back and cry victim OR we can rise to the occasion and embrace the opportunities coming along. NEPAD overall and CAADP specifically is the tool in our hands to make this happen.

Your Excellency, Mr. Chairperson,

As I said earlier, for all of us, this is a development effort which has to succeed. One factor, however, which may stand in the way to success, is limitations in **investment financing**. Therefore, we all need to pay attention to decisions and actions that should ensure desired financing for the investment programmes. The NEPAD Agency will play its role including stimulating and rally both development aid financing as well as national and international private sector investment financing. I would like to emphasize that public sector financing is critical in leveraging other financing options. This is why we continue to urge Governments to pay particular attention to the “Maputo 10% commitment”.

Finally, all me to take this opportunity to congratulate Burundi and all the partners - local and international, who have worked so hard to come this far. I wish acknowledge the commitment and diligent leadership of Government under the Honorable Minister of Agriculture and His Excellency the President. We have seen it in other countries as well that political leadership and commitment is an important success factor.

Your Excellency, the future and our destiny is in our hands

I Thank You

Annexe 6: Intervention du Représentant des Bailleurs de fonds au Burundi

PNIA Business Meeting

Discours occasion ouverture 14 mars 9h10-9h20, prononcé par le Chargé d'Affaires des Pays-Bas au nom des PTF

Excellence Monsieur le Président, Honorables représentants du peuple, Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, Messieurs les Secrétaires Permanents, Directeurs Centraux et Chefs des Services, Messieurs mesdames représentants des Organisations des Producteurs Agricoles, du Secteur Privé et des Organisations de la Société Civile, chers Collègues Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales,

C'est un honneur et un plaisir pour moi de prononcer, au nom des partenaires techniques et financiers du Burundi actifs dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, quelques mots à l'ouverture de cet événement.

Comme d'autres l'ont dit et à juste titre, le développement économique du Burundi dépendra beaucoup du développement de son secteur agricole. Je dis bien dépendra, non pas pour remettre en question les efforts déjà faits et les évolutions positives qui existent par endroit, mais pour dire que les défis à relever dans ce domaine sont énormes. L'actualité de l'agriculture au Burundi est une actualité de subsistance plutôt que de production pour le marché, de pénurie plutôt que de surplus, d'incertitude plutôt que de sécurité alimentaire locale et nationale. Par conséquent les ressources en terre sont en train d'être épuisées suite à la sous-utilisation des intrants de qualité. Tout ceci est fait dans des conditions qui permettraient de faire mieux. Le Burundi possède un climat propice à l'agriculture, assez de ressources en sols productifs et en eau, et une population agricole travailleuse. Les rendements agricoles peuvent être plus que triplés. Ce sont les conditions organisationnelles et la précarité chez les paysans sans moyens qui, pour l'instant, bloquent encore l'avancement d'une autre agriculture plus profitable basée sur l'exploitations efficiente des ressources potentielles disponibles et ceci malgré le temps qui presse, entre autres, à cause de la croissance démographique qui oblige à accélérer le développement économique encore beaucoup plus vite. Par ailleurs, la demande grandissante des produits agricoles sur le marché mondial est aussi une opportunité à saisir par les pays d'Afrique, y compris le Burundi.

Mesdames et Messieurs : C'est ce constat qui nous réunit ici avec un sentiment d'espoir. Le défi que le Gouvernement a pris en main, en concertation avec les organisations des producteurs et les partenaires techniques et financiers à travers la formulation de sa stratégie agricole, et plus particulièrement du Plan National d'Investissement Agricole, qui mérite d'être soutenu. Soutenu avec insistance sur son intégralité : les investissements et les réformes institutionnelles pour faire valoir les investissements.

Mesdames et Messieurs : C'est la synergie de nos actions qui déterminera le respect de la mise en œuvre de l'intégralité du PNIA. Les financements et la façon de travailler. Quant aux Partenaires au Développement, je peux vous assurer au nom de mes collègues, de notre volonté de collaborer, encore mieux que par le passé, pour assurer une bonne synergie et promouvoir l'implication de toutes les parties et acteurs concernés, dans l'intérêt du développement agricole, et le développement économique du Burundi en général. Que l'actuel Business Meeting du PNIA puisse contribuer à cet objectif qui nous réunit.

Je vous remercie.

Annexe 7: Discours de clôture du BM par SE Mr le Deuxième Vice-Président de la République

Honorables Parlementaires ;

Mesdames, Messieurs les Ministres ;

Mesdames, Messieurs les Membres du Corps Diplomatiques et Consulaire ;

Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organismes des Producteurs ;

Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société Civile ;

Distingués Invités ;

Mesdames et Messieurs.

1. Nous voici au terme des travaux de la Table Ronde de mobilisation des ressources financières du Plan National d'Investissement Agricole, en sigle PNIA organisé sous le thème: « **INVESTIR DANS UNE AGRICULTURE DE MARCHE, FAMILIALE, PROFESSIONNELLE ET RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT** ».
2. Au cours de cette table ronde qui vient de durer deux jours du 14 au 15 mars 2012, vous avez suivi avec intérêt différents discours et présentations qui nous retraçaient la situation agricole actuelle d'insécurité alimentaire à laquelle fait face la population burundaise et qui nous interpellaient à la mobilisation des ressources financières en faveur de l'agriculture et de l'élevage.
3. Vous avez aussi suivi le film documentaire intitulé : « **Le Burundi face à l'insécurité alimentaire** » qui nous a montré de plus, la situation réelle de terrain en matière d'agriculture et de l'élevage sans oublier la situation nutritionnelle. Vous avez vu que même si la situation n'est pas trop alarmante, si nous n'y prenons pas garde et agir en conséquence la faim, la malnutrition et la pauvreté peuvent s'aggraver dans notre pays.
4. Le Plan National d'Investissement Agricole présenté, nous a relaté l'objectif et les domaines d'intervention dont leur mise en œuvre nécessite les efforts conjugués de nous tous ici présents.
5. Au cours des échanges, vous avez également passé en revue différentes contraintes liées à l'agriculture et l'élevage et vous avez donné des suggestions et formulé des recommandations qui vont dans le sens de l'amélioration des conditions de vie de la population.
6. Au nom de tout le Gouvernement du Burundi, je vous remercie de votre patience et du travail accompli.

**Honorables Parlementaires ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

7. Votre participation active aux travaux de cette Table Ronde nous témoigne une fois de plus que vous êtes attaché à la relance du secteur agricole et de l'élevage qui occupe plus de 90 % de la population burundaise, contribuent à plus de 44% au PIB et 95% aux recettes d'exportation.
8. Cela nous réconforte et nous donne plus d'élan pour aller de l'avant car nous voyons que nous sommes soutenus car l'union fait la force.
9. Vous venez de concrétiser votre volonté d'appuyer notre Gouvernement dans sa noble tâche d'augmenter la production pour que notre population ait à manger en qualité et quantité suffisante et surtout de quitter l'agriculture de subsistance pour évoluer vers l'agriculture de marché. Nous vous remercions de votre soutien et promesses que vous venez de nous exprimer et nous espérons que même ceux qui ne se sont pas exprimé le feront car nous avons vu que tout le monde est conscient du problème et est déterminé à venir nous appuyer.
10. Nous demandons encore une fois aux Investisseurs privés à investir davantage dans le secteur agricole car le Gouvernement à lui seul ne peut pas accomplir convenablement sa mission de relance de l'économie nationale. Nous nous réjouissons de toute façon du rôle indénouable que joue ce secteur dans l'augmentation de la production agro pastorale. Au cours de cette table ronde, ils ont réaffirmé leur ferme volonté d'appuyer le Gouvernement. Quant au Gouvernement du Burundi, nous leur promettons d'œuvrer ensemble pour une meilleure réalisation des objectifs assignés dans le Plan National d'Investissement Agricole.
11. Nous vous promettons par ailleurs de mettre en application toutes les recommandations formulées au cours de cette table ronde pour la mise en œuvre de ce Plan pendant la période de 2012 à 2017.
12. Nous espérons qu'avec la disponibilité des ressources financières demandées pour la mise en œuvre de ce Plan, notre pays pourra asseoir une sécurité alimentaire durable.

**Honorables Parlementaires ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

13. Je ne saurais terminer sans remercier tous les Partenaires qui nous ont appuyés pour que cette table Ronde se déroule dans les meilleures conditions.
14. A cette occasion j'en profite pour remercie encore une fois tous les Partenaires Techniques et Financiers et tous les bailleurs pour leurs multiples appuis accordé à notre pays et je les interpelle de continuer pour que le peuple retrouve son droit fondamental qui est le droit à la nourriture.

15. Enfin, je ne saurais terminer mon propos sans remercier encore une fois toutes les Organisations qui nous ont fait des promesses au cours de cette table ronde. Aux Représentants des Organisations internationales venus pour nous prêter main forte je leur souhaite un bon retour dans leurs pays respectifs.
16. Que la volonté de faire prospérer le secteur agricole manifestée par toutes les parties prenantes nous conduise à l'aboutissement de notre thème qui est investir dans l'agriculture de marché, familiale, professionnelle et respectueuse de l'environnement.
17. C'est sur ces mots d'espoir que je déclare clos les travaux de la table ronde pour la mobilisation des ressources financières en vue de la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole.

**Vive l'agriculture et l'Elevage au Burundi ;
Vive la coopération Nationale et Internationale ;
Que le bon Dieu vous bénisse.**

Je vous remercie

Annexe 8 : Les déclarations

8.1. Déclaration du Gouvernement

8.2. Déclaration des OP et du secteur Privé

1. Déclaration des Organisations des Producteurs
2. Déclaration du Secteur Privé.

8.3. Déclaration des PTFs

1. Déclaration de l'Union Européenne
2. Déclaration du Royaume de Belgique
3. Déclaration de la Banque Mondiale
4. Déclaration du Royaume des Pays Bas
5. Déclaration du FIDA
6. Déclaration de la Chine
7. Déclaration de la FAO
8. Déclaration du PAM
9. Déclaration du Japon
10. Déclaration du Kenya
11. Déclaration de l'Egypte
12. Déclaration de l'Afrique du Sud
13. Déclaration de l'AFD
14. Déclaration du COMESA
15. Déclaration du NEPAD
16. Déclaration de la CEPGL
17. Déclaration du COLEACP
18. Déclaration du CDE
19. Déclaration de l'EAFB
20. Déclaration de la BAD

8.1. Déclaration du Gouvernement

DECLARATION DU GOUVERNEMENT PAR LE MINISTRE DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LORS LA TABLE RONDE DE MOBILISATION FINANCIERE DU PLAN D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA)

Bujumbura, Celexon les 14-15 mars 2012

**Excellence Monsieur le Deuxième Vice- Président de la République du Burundi ;
Honorables Parlementaires ;
Mesdames, Messieurs les Ministres ;
Mesdames, Messieurs, les Représentants des Corps Diplomatique et Consulaire ;
Messieurs les Représentants des organisations Internationales ;
Mesdames, Messieurs, les Hauts cadres de l'Etat ;
Mesdames, Messieurs, les Représentants des Organisations des Producteurs ;
Mesdames, Messieurs, les Représentants de la Société Civile ;
Distingués Invités ;
Mesdames, Messieurs.**

C'est réel plaisir et un agréable devoir pour moi de prendre la parole à l'occasion de cette Table Ronde de mobilisation financière du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) pour annoncer la déclaration du Gouvernement du Burundi.

C'est aussi une occasion de plus qui m'est offerte pour demander à nos partenaires au développement et à tous les intervenants potentiels du Secteur Agricole de soutenir le Gouvernement du Burundi dans la mobilisation de financements du PNIA.

Je m'en voudrais de ne pas exprimer à vous tous ici présents ma reconnaissance pour avoir voulu participer à cette Table Ronde de mobilisation financière du PNIA.

Cet événement est d'importance capitale pour notre pays qui vit encore une situation alimentaire et nutritionnelle préoccupante.

L'engagement du Gouvernement et du Peuple Burundais, en unisson, en faveur d'une croissance économique durable et équitable et de vaincre la pauvreté ne passera outre voie que notamment celle du développement du secteur agricole.

**Excellence Monsieur le Deuxième Vice- Président de la République du Burundi ;
Distingués Invités ;
Mesdames et Messieurs ;**

Il convient de signaler qu'au Burundi, le déficit global en équivalent céréales avoisine 470 000 T par an et que l'insécurité alimentaire touche plus de 75% de la population, alors que les autres indicateurs sociaux restent également à un niveau bas. Les dernières analyses de ces indicateurs, montrent que les OMD fixés pour 2015 ne seront pas atteints et qu'une action urgente est à prendre afin de redresser la production agricole pour ainsi parvenir à éviter que l'insécurité alimentaire ne provoque des tensions sociales.

En ce qui concerne le thème qui nous occupe aujourd'hui à savoir « Investir dans l'agriculture de marché, familiale, professionnelle et respectueuse de l'environnement », le Burundi à l'instar d'autres pays membres du NEPAD, a pris les engagements : (i) de créer un environnement favorable à une meilleure compétitivité du secteur agricole et rural ; (ii) d'atteindre l'objectif de croissance de 6% dans le secteur agricole et de mobiliser les ressources nécessaires pour réaliser les investissements correspondants, (iii) d'allouer des ressources à hauteur d'au moins 10% du budget national au secteur agricole, conformément aux engagements de la déclaration de Maputo et (iv) de créer un cadre de référence coordonné pour le financement bilatéral et multilatéral du secteur.

Le Gouvernement du Burundi, à travers le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Économique que je représente à ses assises, est conscient du besoin d'un cadre de cohérence où toutes les actions menées dans le secteur agricole sont coordonnées.

Il réitère son engagement d'apporter les appuis financiers, dans la mesure de ses moyens, pour le soutien inconditionnel du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) décliné à travers les quatre programmes qui sont : (i) l'accroissement durable de la production, de la sécurité alimentaire et de la protection de l'environnement, (ii) la professionnalisation des producteurs et promotion de l'innovation, (iii) le développement des filières et de l'agro-business, (iv) le renforcement des institutions publiques relevant du domaine agri-élevage.

**Excellence Monsieur le Deuxième Vice- Président de la République du Burundi ;
Distingués Invités ;
Mesdames et Messieurs ;**

Tenant compte que le PNIA est aligné sur la vision « Burundi 2025 » élaborée en 2009 et approuvée en 2010 ;

Vu que ce dernier est cohérent : (i) avec les documents stratégiques du gouvernement (CSLP II, SAN, DOS Elevage, PNSA) d'une part, (ii) avec les orientations du NEPAD et les politiques communes régionales (East African Community, CEEAC et COMESA) d'autre part ;

Considérant que le processus participatif et inclusif qui a guidé l'élaboration de ce document stratégique combien important pour notre pays, le Gouvernement du Burundi déclare solennellement qu'il ne ménagera aucun effort pour augmenter graduellement le budget alloué au secteur Agro-sylvo-pastoral.

Ainsi la contribution du Gouvernement passera de 45, 989 milliards en 2012 à 49,668 milliards en 2013 ; 53,642 milliards en 2014 ; 57,932 milliards en 2015 ; 62,567 milliards en 2016; et 67,572 milliards de francs burundais en 2017.

Je forme le vœu que nos partenaires traditionnels et non traditionnels, à leur tour, annoncent leurs contributions que nous souhaitons substantielles afin que le PNIA ne soit pas un plan de plus, mais plutôt une occasion de mobiliser des financements de relancer le développement dont le Burundi a tant besoin aujourd'hui.

Je vous remercie.

8.2. Déclaration des Organisations des Producteurs et du Secteur Privé

8.2.1. Déclaration des Organisations des Producteurs

DECLARATION DU GROUPE DE PLAIDOYER AGRICOLE A L'OCCASION DU BUSINESS MEETING POUR LE FINANCEMENT DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA)

Bujumbura, Celexon le 15 Mars 2012

POUR UNE MISE EN ŒUVRE EFFICACE DU PNIA: LE GROUPE DE PLAIDOYER AGRICOLE DU BURUNDI S'ADRESSE AU GOUVERNEMENT ET AUX PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Dans le cadre du processus du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), le gouvernement du Burundi a ratifié les accords de MAPUTO en 2003 et par la suite, il a élaboré et signé le COMPACT le 24/08/2009. En 2011, le gouvernement a initié l'élaboration de façon concertée le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA), en impliquant tous les acteurs.

Huit organisations paysannes réunies au sein du FORUM des Organisations des Producteurs Agricoles du Burundi avaient anticipé le processus en s'associant avec 11 organisations d'Appui pour former le Groupe de plaidoyer Agricole. Ce cadre avait en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture organisé des ateliers d'analyse critique de la SAN. Le Groupe de plaidoyer a aussi initié des campagnes de plaidoyer sur le financement de l'Agriculture, la subvention des intrants et la mise sur pied d'une législation spécifique aux organisations paysannes.

Nous remercions le gouvernement pour avoir prêté oreille attentive à la voix des paysans puisque le budget de l'agriculture a effectivement augmenté depuis 2011, les intrants sont exonérés, les engrais sont subventionnés et une loi sur les groupements pré coopératifs a été promulguée. Les DTF ont aussi accompagné ce processus.

L'élaboration du PNIA a été facilitée par cette culture de collaboration développée entre le Groupe de plaidoyer agricole, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et les partenaires techniques et financiers. Grâce à la synergie entre les trois partenaires, le processus a été inclusif, décentralisé et très convivial.

Les quatre composantes et les 15 sous composantes sont donc le fruit d'un large consensus et invitons donc les partenaires du développement à les financer de façon équilibrée et croissante pendant la période du PNIA et même après.

Chers amis du Burundi malgré vos efforts dans le financement du secteur agricole, premier bénéficiaire des transferts internationaux entrant dans le pays, les besoins restent immenses. A l'heure où on vous parle, le coût du panier de la ménagère a atteint un pic historique, exposant le pays à des risques sociaux et cela après plus d'une décennie de conflit. Un soutien supplémentaire à l'agriculture est donc une urgence, non seulement pour atteindre les objectifs fixés par le PNIA mais aussi pour participer à la construction de la paix sociale. A l'instar des pays de la corne de l'Afrique, le Burundi appelle à un soutien immédiat et massif.

Les organisations paysannes et les organisations d'appui ont noté avec satisfaction l'engagement du gouvernement à accroître progressivement le budget à l'agriculture. Les organisations paysannes et les organisations d'appui seront à vos côtés Madame la Ministre pour que la progression prévue soit atteinte et si possible dépassée.

Du 6 au 8 Décembre 2011, il s'est tenu à Bujumbura, un Forum National Paysan conduit par le Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA) en partenariat avec Action Aid et PAIVA-B soutenu par le FIDA. Ce Forum a abouti entre autre à une déclaration qui a été transmise à Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, à tous les membres du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale et du Sénat en vue de partager avec les décideurs les préoccupations des producteurs agricoles.

Les principales recommandations du dit forum ont été les suivantes :

- Facilité d'accès au crédit agricole;
- Subvention de tout le volume d'intrants importés y compris la part des privés;
- Participation du Groupe de Plaidoyer Agricole dans les politiques et programmes de développement ;
- Politique claire sur la sécurisation et la gestion foncière.

Nous invitons les partenaires du développement à participer rapidement à la mise en œuvre de ces recommandations en facilitant :

- La subvention des taux d'intérêt,
- La mise en place d'un fonds de garantie et d'un fonds de calamité,
- La Subvention de tout le volume d'intrants importés y compris la part des privés.

Aussi, dans le cadre de la préparation du présent Business meeting, le Groupe de Plaidoyer Agricole s'est concerté et a élaboré une proposition qui a été soumise au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage concernant la mise en œuvre du PNIA.

Au regard de la volonté politique au plus haut niveau de faire de l'agriculture une priorité et à l'esprit d'ouverture dont nous sommes témoins, le Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA) est confiant et reste disponible et ouvert à d'éventuels éclaircissements et arbitrages. Parmi les points soumis à la négociation avec le Ministère les aspects suivants ont particulièrement retenus l'attention de groupe :

1. *L'implication du Groupe de Plaidoyer Agricole dans la mise en œuvre du PNIA.*

Pour cela, il faudrait une mise en place d'une commission nationale pour la mise en œuvre du PNIA. Elle serait chargée d'une part, de suivre la mise en œuvre du PNIA et d'autre part, d'identifier les critères pour le choix des délégués dans les comités communaux et provinciaux.

2. *Les fonctions de renforcement des capacités des agriculteurs et des organisations des producteurs agricoles devraient revenir au Groupe de Plaidoyer Agricole et à d'autres acteurs privés compétents.*

3. *La Formalisation du cadre de concertation public/privé au cours du premier semestre de l'an 2012.*

4. *L'engagement du gouvernement dans la gestion transparente et en concertation avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNIA.*

5. *La participation des partenaires techniques et financiers dans le financement et surtout dans l'accompagnement de la mise en œuvre du PNIA.*

Les organisations paysannes et les organisations d'appui soutiennent aussi l'urgence d'une réforme et d'un appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture de l'Agriculture et de l'Elevage.

Pour sa part, le Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA) dispose des moyens, de l'expérience et de l'expertise avérés en matière d'appui, de renforcement des capacités et d'accompagnement des communautés à la base en vue d'une meilleure productivité et valorisation du secteur agricole. Les organisations paysannes et les organisations d'appui notent déjà avec grande satisfaction leur implication dans la mise en œuvre des projets et programmes déjà en cours et soutenus par les principaux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Il est donc utile et pertinent que cette approche soit institutionnalisée.

Avant de terminer, nous exprimons notre profonde gratitude aux Partenaires Techniques et Financiers pour leur inestimable soutien et attendons avec impatience au moins le doublement des financements par rapport aux besoins exprimés par le PNIA puisque notre agriculture familiale est même capable de valoriser même 10 fois les besoins exprimés.

Nos sentiments de gratitude s'adressent au Ministère de l'Agriculture qui a eu la patience de privilégier une approche multi-acteurs certes couteuse en temps mais garant de la durabilité et de l'engagement de tous.

Nous ne saurions terminer sans remercier toutes les personnes qui ont mis leurs énergies au service du processus dont les consultants, l'équipe technique nationale le personnel du MINAGRI et toutes les autres bonnes volontés.

JE VOUS REMERCIE

8.2.2. Déclaration du Secteur Privé

Préambule

A l'occasion de la tenue du **Business meeting** pour la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole organisé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage du 14 au 15 Mars 2012 ;

Nous, représentants du secteur agricole privé regroupés au sein de la Chambre Sectorielle des Professionnels de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (CPAE) et Représentant la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB);

- Conscients de l'importance de secteur agricole dans le développement durable et la relance de l'économie nationale ;
- Considérant le rôle primordial de ce secteur dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et du Cadre Stratégique de lutte contre la Pauvreté deuxième génération (CSLP II) sans oublier la sécurité alimentaire et la création d'emplois dans le monde rural ;
- Considérant le rôle et la place du secteur agricole privé dans la relance de l'agriculture et l'économie nationale ;

Déclarons ce qui suit :

Les Représentants de l'Agri business saluent les efforts du Gouvernement en faveur de l'agriculture, notamment en matière :

1. D'amélioration du climat des affaires et des indices du "Doing Business";
2. De la politique de privatisation des entreprises publiques du secteur agricole notamment dans le sous-secteur caféicole ;
3. De l'importance des allocations budgétaires au secteur agricole qui ont atteint pour 2012 les engagements pris dans le cadre des accords de Maputo ;

Le secteur privé de l'Agri business salue également Les efforts des bailleurs bilatéraux, multilatéraux et des organisations internationales dans le soutien du secteur agricole dans le cadre de leurs projets de développement ;

Ils reconnaissent en outre l'implication de certains fonds publics et privés étrangers en faveur de l'investissement agricole privé dans notre pays ;

Le secteur privé se félicite de la volonté du Gouvernement et des bailleurs de promouvoir un partenariat public – privé efficace.

Le secteur privé tient aussi à souligner que les privés tant Burundais qu'étrangers ont apporté une contribution précieuse dans l'investissement agricole même pendant les périodes les plus sombres de la crise politique que notre pays a traversé et souvent dans des conditions très précaires en matière de sécurité, de politique de crédit, de gouvernance économique et de risques multiformes liés à l'investissement agricole.

Ces investissements se chiffrent en dizaines de milliards et ont porté sur les filières traditionnelles des cultures industrielles mais également dans les domaines aussi variés que les semences et autres intrants agricoles et d'élevage, la collecte, la transformation et la commercialisation des produits.

Le secteur privé reste cependant convaincu que beaucoup reste à faire. C'est pourquoi :

Il exhorte le Gouvernement et les bailleurs :

- A promouvoir une politique de promotion de l'investissement agricole privé claire axée sur un véritable partenariat public privé qui modernise et viabilise le secteur agricole;
- A consacrer au moins 25% des parts des financements intérieurs et extérieurs à la mise en place d'un Fonds d'Investissement Agricole destiné à soutenir le secteur privé et à l'impliquer dans sa gestion.
- A mettre en place une politique d'accès aux crédits à des conditions favorables tenant compte de la maturité lente des investissements agricoles et des risques liés à ce secteur;
- A appuyer la création d'un Centre de promotion de l'Agri business et de renforcement des capacités des professionnels de ce secteur ;
- A associer le secteur privé dans les politiques d'investissements agricole, en particulier dans la mise en œuvre du PNIA, notamment en ce qui concerne l'accès aux crédits à moyen et long terme;
- A poursuivre les efforts en cours pour l'amélioration de l'environnement des affaires favorisant les investissements et facilitant le commerce intérieur et extérieur;
- A accélérer le désengagement de l'État dans le système productif agricole pour jouer pleinement son rôle dans la mise en place des infrastructures, la recherche, la vulgarisation et l'élaboration d'un cadre légal et réglementaire pour une agriculture durable et raisonnée;
- A réguler et subventionner le marché des intrants afin d'en assurer la disponibilité et l'accessibilité;
- A soutenir la recherche agronomique afin de développer, compléter et vérifier les paquets technologiques adaptés aux besoins du secteur agricole.
- A réformer la fiscalité des industries et produits agricoles, notamment la suppression de la TVA, afin d'inciter les investisseurs à s'engager d'avantage dans ce secteur;
- A promouvoir un cadre juridique indispensable à la politique de sécurisation foncière.

De son côté, le secteur privé agricole prend l'engagement :

1. De poursuivre la modernisation de notre agriculture par l'accroissement de ses investissements dans l'esprit du PNIA en vue d'atteindre une croissance économique soutenue et d'assurer la sécurité alimentaire ;
2. D'apporter sa contribution dans un partenariat public – privé en vue d'asseoir des synergies porteuses d'un développement durable du secteur agricole.

Les représentants du secteur agricole privé regroupés au sein de la Chambre Sectorielle des Professionnels de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (CPAE) et membres de la CFCIB restent convaincus que la mise en œuvre de ces mesures apportera une mutation profonde à notre agriculture conduisant à l'émergence d'une croissance économique durable, à l'autosuffisance alimentaire, à plus d'emplois ruraux et à réduire le cycle infernal de pauvreté que vit notre cher Pays depuis si longtemps.

Que vive l'agriculture Burundaise ;
Que vive un partenariat public privé dynamique ;
Que vive l'agri business au Burundi ;

Nous vous remercions

8.3. Déclaration des PTFs

8.3.1. Déclaration de l'Union Européenne

INTERVIEW PRE-BUSSINESS MEETING

Q1: Quel est votre constat sur l'état de l'insécurité alimentaire et la malnutrition au Burundi?

L'insécurité alimentaire au Burundi est préoccupante sur l'ensemble du pays, et trouve son origine dans des causes complexes et multiples, tant structurelles que conjoncturelles, nécessitant une approche intégrée.

Bien que présente dans toutes les provinces du pays, la précarité alimentaire est plus prononcée dans les zones du Nord et de l'Est du pays (plus densément peuplées et/ou plus sujettes à la pression des déplacés et rapatriés - Kirundo, Ngozi, Musinga, Cankuzo, Ruyigi, Rutana, Makamba).

En termes de profil de vulnérabilité, les rapatriés récents, les ménages avec accès limité à la terre, les ménages avec peu d'actifs et beaucoup de personnes à charge, et les familles des zones fortement touchées par les aléas climatiques sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire.

Entre 2001 et 2010, la malnutrition chronique a augmenté dans la quasi-totalité du pays, atteignant 58 % de la population, dont la moitié (27%) sous sa forme sévère.

Q2: Qu'est-ce que la Communauté Internationale peut faire pour y remédier?

L'Union européenne et les Etats-membres, appuient depuis plusieurs années les efforts du Burundi dans le développement rural et la lutte contre l'insécurité alimentaire.

- Du côté de la Commission de l'UE cela s'est fait au travers de (1) son Office d'Aide Humanitaire (ECHO) dans les situations d'urgence; (2) des financements du Fond Européen de Développement, pour lesquels l'Agriculture constitue un secteur prioritaire et qui ont été mis en oeuvre à travers, notamment, le Stabex (20 M€) qui visait la réhabilitation des filières de cultures d'exportation, et le Programme Post-Conflict de Développement Rural (PPCDR - 71 M€), dont l'objectif global est de réduire la pauvreté par l'amélioration des conditions de vie et de travail en milieu rural; et (3) des appuis à travers le financement d'autres organismes (ONG, Organisations Internationales, institutions, agences d'exécution, ...) via le Budget européen.

Ces financements sont venus compléter l'appui du FED en matière d'aide alimentaire à partir de 2004. De 2004 à ce jour, ce sont plus de 40 Mio €¹ d'appuis en matière de sécurité alimentaire. Tous ces appuis s'inscrivent dans les orientations et les stratégies définies par et avec le Gouvernement burundais.

¹ Financés tant sur le Budget Général des Communautés européennes (Lignes et Programme thématiques "Sécurité alimentaire", Facilité alimentaire, lignes "Acteurs non étatiques") que sur le Fond Européen de Développement (notamment et surtout via le Programme Post-Conflict de Développement Rural "PPCDR")

- Du côté des Etats-membres:

> **Belgique:** l'agriculture constitue le secteur le plus important dans le cadre de la coopération bilatérale avec une enveloppe de 49 Mio € pour 2009-2013 (et possibilité d'une tranche supplémentaire de 25 Mio €). Les ONGs et les Organisations multilatérales sont également appuyées par la Belgique et le Fonds belge pour la Sécurité alimentaire, à hauteur de 5 Mio € et 11 Mio €, respectivement.

> **Allemagne;** contribue à la sécurité alimentaire à travers deux Programmes multisectoriels d'un montant de 7.5 M€ et 3 M€.

(1) L'Ambassade d'Allemagne intervient dans les Provinces de Gitega et Mwaro à travers la composante « Promotion de l'économie locale ». Celle-ci vise la promotion des chaînes de valeur ajoutée, la vulgarisation des techniques agricoles innovatrices, la promotion de l'esprit entrepreneurial ainsi que l'appui à l'administration provinciale dans la mise en œuvre de la Stratégie de Développement Economique et de Création d'Emploi. La phase actuelle du Programme ADLP terminera en juin 2014. Elle a une enveloppe globale de 7,5 millions EUR dont à peu près 25 % sont consacrés à la promotion de l'économie locale contribuant entre autres à la sécurité alimentaire.

(2) Le Projet de Prévention des Crises et Reconstruction (PPCR) intervient dans Bujumbura Rural avec 3 millions EUR sur trois ans entre autre dans le domaine de sécurité alimentaire (production agricole familiale, activités génératrices de revenus) et de réhabilitation des pistes rurales. Eventuellement, il y aura une continuation de ce projet qui prendra fin en août 2012.

DECLARATION lors de la Réunion de Travail :

Résumé :

Après avoir félicité le Gouvernement du Burundi pour avoir augmenté le budget alloué au secteur agricole, l'Ambassadeur délégué de l'UE a annoncé qu'au-delà des actions et financements en cours d'exécution (programme ECHO, PPCDR / FED, FSTPE, etc.), deux nouveaux programmes vont bientôt être mis en œuvre, à savoir le PROSANUT (Sécurité alimentaire et nutrition, dont appui institutionnel) et l'Initiative pour l'Atteinte de Objectifs du Millénaire pour le Développement, respectivement pour des montants de 14 et 32 milliards de BIF.

Il a insisté sur les défis liés à la démographie, la question foncière et l'accès aux intrants.

8.3.2. Déclaration de la Belgique

Excellence Monsieur le 2ème Vice-président,

Excellence Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage,

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Mesdames et Messieurs les représentants des organes dans les internationales régionales et nationales du secteur privé et de la société civile,

Chers collègues,

Le Belgique est un partenaire historique du Burundi et le secteur agricole a toujours reçu une attention de notre coopération. Cette attention pour l'agriculture n'a pas toujours été au même niveau. L'enveloppe en cours de la coopération bilatérale se chiffrait à 149 millions de € en 2009. De cette enveloppe (qui constitue le cumul de 2 programmes indicatifs de coopérations sur plus ou moins 8 ans), seulement 17 million € étaient réservés à l'Agriculture soit 11 %.

En 2009, la commission mixte entre les deux pays a abouti à la signature d'un programme indicatif de coopération pour les années 2010-2013 pour un montant de 150 Mio €. La part réservée à l'agriculture est de 49 Mio €, soit 1/3. Ce montant est déjà chiffré dans le PNIA.

La même commission mixte prévoyait une tranche supplémentaire de 50 millions, liée à des conditionnalités dans le cadre de la Bonne Gouvernance. Le Burundi est à la dernière ligne pour franchir les derniers obstacles et nous osons espérer que d'ici fin Juin les pays pourront statuer sur l'accomplissement des conditionnalités. Notre Ambassade a déjà entamé des discussions préliminaires avec les autorités burundaises sur la destination de cette enveloppe supplémentaire et le secteur agricole serait bénéficiaire de la moitié, soit 25 millions de €.

En 2013, les autorités burundaises et belges devront négocier un nouveau programme indicatif de coopération 2014-2017. Les mêmes secteurs de concertation de notre coopération seront maintenus (agriculture, éducation, santé et bonne gouvernance comme secteur transversal). Nous n'épargnerons aucun effort pour garder la même place préférentielle pour le secteur agricole et le PNIA servira naturellement de document de base.

La coopération bilatérale n'est pas le seul instrument de la Belgique. Le Fonds belge pour la sécurité alimentaire développe actuellement plusieurs activités au Burundi, exécutées par la CTB, le FIDA et par des ONG belges. L'enveloppe en cours est de 11 millions €. Le Parlement Belge, qui gère ce Fonds, a proposé un nouveau programme pour le Burundi à engager fin 2012 et ceci pour un montant de 9 millions de € d'apport propre auxquels s'ajoutent encore au moins 1 à 2 Millions € d'apports propres des différentes organisations (multi ou ONG) qui vont exécuter ce programme. Ces montants ne sont pas encore comptabilisés dans le PNIA.

L'appui indirect de la Belgique se fait également à travers des ONG belges et des appuis ponctuels aux organisation multilatérales et universités. L'enveloppe agricole en cours est autour de 5 millions de €. Il s'agit d'habitude de programmes sur 3 ans. Dans l'avenir ce montant sera certainement maintenu.

Je vous remercie

8.3.3. Déclaration de la Banque Mondiale

Déclaration BM - PNIA (Banque Mondiale)

Plan National d'Investissement Agricole

Business Meeting du 14-15 Mars 2012

Bujumbura

Excellence Monsieur le 2^{ème} Vice-président de la République,

Excellence Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage,

Distingués invités,

Pour la Banque Mondiale que je représente, le développement du secteur agricole est central dans la lutte contre la pauvreté et la consolidation de la paix au Burundi. Des estimations datant de 2009 indiquent que ce secteur emploierait environ 70% de la population âgée entre 15 à 64ans, avec une distribution plus (moins) marquée dans le monde rural (urbain) où ce chiffre tourne autour de 75% (30%). Par ailleurs, cette réalité de l'emploi est corrélée à une situation de pauvreté monétaire plus aigüe en milieu rural touchant jusqu'à 69%.

Le Banque Mondiale pense que le développement du secteur agricole doit être plus vigoureux et source d'attraction d'investissements privés huilés par des investissements publics agricoles structurants, efficaces et promouvant le partenariat public-privé. En mettant l'accent et les ressources disponibles sur les programmes de modernisation et d'appui à la création de capacités de transformation (à petite et grande échelles) agricoles, ce secteur moteur de croissance pourra jouer pleinement le rôle de nourricier et de créateur de richesses que les partenaires du Burundi envisagent sa population à l'horizon 2017.

Le soutien à la modernisation et à la transformation de l'agriculture burundaise de la Banque mondiale va continuer dans le cadre de sa stratégie de Développement de l'Afrique, le CSLP II et le PNIA. La cohérence et l'impact des prochaines interventions ciblées de la Banque Mondiale dans le secteur agricole au Burundi seront mis en musique dans sa nouvelle stratégie d'Assistance au Pays qui sera présentée au Conseil d'Administration en septembre 2012.

La promotion de l'homme d'affaires agricoles, la création d'une agro-industrie en partenariat avec des petits producteurs bénéficiant de techniques de production efficaces et efficientes, la recherche et l'innovation pour des semences de qualité et résistantes aux maladies, la concentration sur les niches agricoles pour diversifier solidement les exportations, la promotions de l'image des produits agricoles burundais, et la poursuite de la restructuration des exportations traditionnelles (café, thé, coton) constituent à priori les domaines de concentration du prochain programme de soutien de la Banque Mondiale au décollage agricole du Burundi dans les 4 prochaines années. Ces domaines viennent ainsi compléter la gamme des interventions agricoles et de promotion de l'environnement proposées par nos projets d'investissement actuellement en cours de réalisation.

A l'horizon 2016, les appuis financiers que la Banque mondiale peut apporter pour la mise en œuvre du PNIA peuvent être résumés comme suit (environ 65 millions de US \$) :

- Renforcement des capacités institutionnelles de gestion des ressources en terres et eaux (1,0 million de US\$) ;
- Prévention et contrôle de la pollution (3,0 millions de US \$) ;
- Gestion des bassins versants (10,0 millions de US \$) ;
- Appui à la productivité agricole et à l'accès aux marchés (30,1 millions de US \$) ;
- Développement de l'irrigation et réhabilitation des pistes rurales (9,6 millions de US \$) ;
- Appui à la production durable de café (2,5 millions de US \$) ;
- Appui à la transformation/usinage durable du café (1,0 millions de US \$) ;
- Appui à la mise sur marché et à la certification du café (0,5 millions de US \$) ;
- Coordination, gestion et M&E des activités appuyées (6,7 millions de US \$).

Avec la nouvelle stratégie d'assistance au Pays, les appuis de la Banque Mondiale à la modernisation et à la transformation du secteur agricole et de l'environnement devront connaître une intensification qui sera encadrée par quelques critères essentiels, à savoir : (i) la sélectivité, (ii) le potentiel catalytique, (iii) la division du travail, et (iv) le partenariat.

Je vous remercie.

8.3.4. Déclaration des Pays Bas

Déclaration/annonce des Pays-Bas au PNIA Business Meeting, 15 mars 2012

Contexte

C'est au cours de l'année 2011 que le Gouvernement des Pays-Bas avait décidé de revoir la liste de ses pays bénéficiaires d'appui au développement. Dans cet exercice, le Burundi a été retenu comme un des 15 pays qui continueront à figurer sur cette liste. Mieux encore, cette décision implique pour le Burundi une augmentation de l'appui au développement dans deux domaines, à savoir:

1. Sécurité alimentaire et
2. Santé reproductive, droits sexuels et planification familiale.

Annonce :

Concernant le thème Sécurité Alimentaire, c'est l'apparition du PNIA qui permet aux Pays-Bas d'y aligner ses nouvelles ressources à allouer au secteur agricole.

La formulation des programmes et projets est en cours suivant les lignes du plan pluriannuel de l'ambassade qui a été formulé en concertation avec les partenaires burundais. Selon ce plan, il y aura de nouvelles allocations d'un montant total de Euro 50 millions à dépenser de façon progressive entre 2012 et 2015 avec un volume à dépenser annuellement qui aura atteint Euro 20 millions par an en 2015.

Au montant de Euro 50 millions de l'Ambassade s'ajouteront des montants des ONG néerlandais dont le financement ne transite pas par l'Ambassade, mais qui est équivalent aussi à plusieurs millions d'Euros par an pour le secteur agricole.

Il y aura aussi des financements additionnels alloués à travers des instruments de co-financement au secteur privé, tel que le programme PSI, dont le volume dépend des propositions soumises.

Une troisième catégorie consiste d'un projet régional avec le nom CATALIST, exécuté par l'organisation IFDC dans trois pays: Rwanda, Burundi et l'est du DRC, à travers duquel certaines filières agricoles sont appuyées. La part de cet appui qui concerne le Burundi sera entre € 1 et 2 millions par an. Ainsi, la contribution totale des Pays-Bas pour la période 2012-2015 sera d'au moins Euro 65 millions, soit plus de 100 milliards FBU. Si le niveau de financement de 2015 (ad Eur 24 millions) est maintenu en 2016 et 2017, la contribution néerlandaise au PNIA atteindra un montant total de Euro 113 millions, soit près de 200 milliards FBU.

Les programmes du PNIA qui seront concernés par le financement de l'Ambassade (Euro 50 millions) sont surtout 1 et 2, sans exclusion des éléments du programme 4 quand l'opportunité se présente. Si le Ministère de l'Agriculture réussit sa réforme institutionnelle de façon satisfaisante, les Pays-Bas souhaitent transférer, à partir de 2014, une partie du financement par le canal de l'appui budgétaire sectoriel, ce qui n'est pas encore envisageable à court terme. Les montants mis à la disposition par les ONG néerlandaises, par PSI et à travers l'IFDC concerneront surtout les programmes 2 et 3 du PNIA.

Localité des activités

Les programmes et projets qui sont en train d'être identifiés par l'Ambassade dans le cadre du plan pluriannuel concernent certains programmes nationaux (comme l'appui au secteur financier), mais surtout des programmes localisés dans les provinces Bujumbura Rural, Bubanza et Cibitoke. Cette concentration permettra de réaliser plus de synergie entre les activités, autant que possible en concertation et en collaboration avec d'autres intervenants dans cette région, une région qui était jusqu'à récemment particulièrement touchée par des problèmes d'insécurité et par conséquent a souffert d'un manque d'appui au développement, tandis que les potentialités de développement sont grands du point de vue ressources naturelles et proximité des marchés, pourvu que les infrastructures soient réalisées.

Ambassade des Pays-Bas 15/03/2012

8.3.5. Déclaration du FIDA

Déclaration BM PNIA (FIDA)

Excellence Monsieur le 2^{ème} Vice-président de la République,

Excellence Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage,

Excellence Messieurs les membres du Corps Diplomatique et Consulaire,

Messieurs les représentants des agences sœurs des Nations Unies,

Madame la Représentante de la Banque Mondiale,

Mesdames et Messieurs,

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de l'Union Européenne, Madame la Représentante de la Banque Mondiale ont déjà dit ce qu'il fallait dire sur les défis du secteur rural et je n'ai pas besoin de revenir là-dessus pour épargner le temps. Le FIDA apprécie et appuie entièrement ces deux déclarations. Merci, Monsieur l'Ambassadeur de l'Union européenne et merci, Madame la Représentante de la Banque Mondiale.

Votre Excellence Monsieur le Vice-président,

Le FIDA est très heureux des résultats de la table ronde des bailleurs de Fonds du PNIA, ainsi que de la qualité du document du PNIA lui-même.

Le FIDA voudrait aussi féliciter le Gouvernement du Burundi pour son engagement en faveur de l'agriculture et de la lutte contre la pauvreté rurale.

Le FIDA voudrait ici réitérer son plein engagement dans l'appui à la mise en œuvre du PNIA et son appui indéfectible aux efforts du Burundi dans la lutte contre la pauvreté rurale.

Votre Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président et votre Excellence Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage,

Déjà en prévision de cet heureux moment aujourd'hui, le FIDA a déjà commencé le travail de mobilisation des ressources à travers de ses partenaires, en particuliers les fonds arabes, dans le cadre du partenariat du FIDA avec ces fonds.

Au titre de la contribution au financement des actions du PNIA, j'ai le plaisir de vous informer que le FIDA contribuera au moins 100 millions de \$, hors contributions d'autres partenaires dans le cadre de leur partenariat avec le FIDA, au cours de la période 2013-2018 qui couvre amplement la période d'exécution du PNIA.

Pour finir, je voudrais remercier, au nom du FIDA, le Gouvernement du Burundi et les PTFs d'avoir choisi le FIDA come entité de supervision au GAFSP. Dès que le don du GAFSP sera disponible, le FIDA ajoutera 45 millions de dollars des E.U pour faire immédiatement (fin 2012 ou début 2013) la conception d'un programme qui s'inscrit dans la mise en œuvre du PNIA.

8.3.6. Déclaration de la Chine

Résumé :

La Chine félicite le Gouvernement du Burundi pour le lancement et la mise en œuvre du PNIA et invite les partenaires internationaux à faire des efforts pour contribuer à sa bonne mise en œuvre.

La coopération chinoise opérera dans l'agriculture, l'élevage et la pisciculture car pour elle l'agriculture est la priorité des priorités (à côté de la santé et de l'énergie).

1. Entre le 20 mars et début avril 2012, une mission des experts agronomes viendra appuyer l'ISABU pour le renforcement scientifique dans l'amélioration des rendements du riz, l'élevage, la pisciculture et l'amélioration des sols.
2. La Chine va octroyer divers matériels et outils agricoles chaque année.
3. En matière de formation, la Chine organisera 20 séminaires par an dans la gestion agricole, le développement rural, la productivité, la pisciculture et la transformation agroalimentaire.
4. Les visites d'échanges et d'expérience seront renforcées.
5. Des missions d'explorations seront organisées pour encourager les entreprises de transformation agro-alimentaire.
6. La construction des barrages hydro électriques est aussi un moyen indirect d'appui à l'agriculture

La Chine conseille de mener une politique agricole qui met l'homme au centre de tout, de mettre en place un système agricole (réforme), d'organiser le travail à la base, de sensibiliser, mobiliser et encadrer, de mener une politique qui libère les forces des paysans et les encourage à l'initiative et de garder le réalisme (ne pas vouloir tout faire à la fois mais se concentrer sur l'essentiel, par exemple développer d'abord la production des céréales).

8.3.7. Déclaration de FAO

Résumé :

Après avoir excusé Mme la Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi, le Représentant de la FAO a confirmé son soutien au PNIA et a annoncé que la FAO compte gérer une enveloppe de 50 millions USD à affecter aux priorités définies dans le secteur de l'agriculture.

Il a notamment rappelé les priorités de la Stratégie Pays, notamment : Appui aux organisation de producteurs, appui aux Farmers Field School (FFS), aménagement de marais et bassins versants, aquaculture et appui institutionnel au niveau déconcentré.

8.3.8. Déclaration du PAM

DECLARATION DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM) - BUSINESS MEETING PNIA

Bujumbura le 15/03/2012

Excellence Mr le 2^e VP de la République ;

Excellence Mme la MINAGRIE,

Excellences Messieurs les Ministres, Députés, Membres du Corps Diplomatique,

Distingués invités ; tout protocole observé

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) rejoint les précédents intervenants pour féliciter le Gouvernement Burundais pour les efforts déployés dans la préparation de ce PNIA depuis son début. Le PAM a été de la partie et nous félicitons Mme la Ministre de l'Agriculture pour son engagement personnel.

Le PAM est et restera un partenaire traditionnel solide du Gouvernement Burundais et tout particulièrement du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage qui est son principal partenaire sectoriel.

Comme les autres agences du système des Nations Unies, les actions du PAM s'inscrivent dans le Plan Cadre des N.U pour le développement (UNDAF). Ce dernier est aligné sur les différents instruments de planification du Gouvernement dont notamment le CSLP. Le Plan cadre des N.U. pour le développement est en voie d'alignement sur le CSLP-II. Les documents de programmation du PAM ont été élaborés en étroite concertation étroite avec les autorités sectorielles compétentes et leurs structures décentralisés ainsi qu'avec le Ministère en charge des Affaires extérieures et celui en charge des Finances et de la planification.

Les projections contenues dans ces documents ont évolué et les données actuelles nous permettent d'envisager un volume de contribution du Gouvernement au secteur de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'ordre de 58.7 millions de dollars E.U sur la période 2012-2017, soit environ 82.2 milliard de Fbu. Ce chiffre représente près de 187% de ce qui était dans le document PNIA de départ. Il s'agit bien entendu d'un ordre de grandeur qui pourrait varier en fonction de la conjoncture, vu que les financements du PAM par les bailleurs sont volontaires et qu'il est anticipé que les Programmes actuels du PAM seront prolongés au-delà de 2014.

Loin d'être uniquement une contrainte, cette forme volontaire de financement donne au PAM une flexibilité d'actions et une marge de manœuvre utile pour initier sur place, en concertation étroite avec les autorités compétentes, des réponses innovatrices dictées par les réalités du terrain et en fonction de la stratégie des autorités. Les nombreux défis relevés dans le PNIA et dans les recommandations du Forum National sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle seront autant de raisons de rester encore plus solidement aux côtés du MINAGRIE et des autres partenaires pour ouvrir des chantiers répondant aux nouveaux besoins relevés dans le PNIA et le Forum national qui en est un des outils. Si de telles nouvelles initiatives non encore identifiées à présent se concrétisent, elles viendraient grossir le volume des interventions du PAM.

Le PAM considère le renforcement des capacités comme des actions transversales dans tous ses programmes mais au-delà de cette approche, le PAM a fait du renforcement des capacités un axe spécifique dans son Programme de Pays actuel et mettra davantage l'accent sur cette dimension importante du développement. De la même façon, le PAM fait de l'approche genre, une priorité importante, et ceci n'est pas surprenant vu l'importance du rôle des femmes dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la place qu'elles tiennent dans la catégorie des groupes vulnérables, notamment dans les zones rurales.

Le PAM n'est pas seulement une question d'apport alimentaire, mais il dispose d'outils performants pour répondre à plusieurs défis dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM a des ambitions dans divers domaines dont, et la liste n'est pas exhaustive, le système d'alertes précoces, l'intervention dans la chaîne des valeurs (par exemple servir de débouché fiable potentiel pour certains produits agricoles pour utilisation ailleurs dans le pays ou ailleurs dans la région si les prix le permettent), la protection des bassins versants vu le niveau élevé d'érosions (10 à 100 T/ha/an), la construction d'infrastructures rurales par le moyen du travail HIMO (Haute Intensité d Main d'œuvre), la gestion des risques chez les petits fermiers, etc. La liste est encore très longue mais je me passe des détails pour rester bref.

Je vous remercie

8.3.9. Déclaration du Japon

JICA's Cooperation in Agriculture sector in Burundi

Context:

1. Japan decided to resume bilateral assistance to Burundi in 2006.
2. Based on the result of Policy Dialogue in 2008, Japan and Burundi reconfirmed the priority areas for bilateral cooperation which are 1) Improvement of Basic Living Environment, and 2) Peace Consolidation.
3. Since then, JICA, as an implementing organization of Japanese cooperation, mainly supports for the first priority area (Improvement of Basic Living Environment) with projects for development of Economy Infrastructure (Road, Buses) and improvement of maternal & child health.
4. At the same time, responding to the request from Burundian Government, Japan has supported for food security issues.

Future Intension & Program

1. Responding the request from Burundian Government to extend support in country sides, we have sought the possibilities of implementing projects in Agriculture sector and newly started some projects this year. We understand the importance and enormous needs in Burundian Agriculture sector. We also believe that development of agriculture contributes a lot to Peace Consolidation and Economy development.

JICA would like to continue supporting for this sector.

2. For year 2012-2013, there are two projects officially launched, which aligned with PNIA Programs.

1) L'aide aux agriculteurs défavorisés (KR2) : Provision of fertilizer in Imbo Region
Program 1 (Accroissement durable de la production et de la sécurité alimentaire),
Sous program 3 (Intensification des productions agricoles)

2) Le Projet de Développement Communautaire pour l'Amélioration des Conditions de vie dans les Régions affectées par les Conflits dans la Province de Gitega (3communes) (2012-2013)

- a. Acceleration of implementation of PCDC in agriculture sector with action plan and manuals
- b. Implementation of pilot projets: Marshland development (6 sites in 3 communes)

Program 1, Sous program 2 (Aménagement et réhabilitation des marais)

Road Rehabilitation (PR 212, 20km, between Buraza and Bukirasazi commune)

Program 3 (Développement des filières et de l'agro business), SP12 (Les Infrastructures rurales)
Small pilot projects activities for increasing farmers income (8 sites in 3 communes)

c. Capacity Development

Training in Uganda, Sierra Leone and Japan (Community development, marchland management etc.)

OJT (Working closely with Burundian CjP)

3) Le Fond de Contrepartie (Aide alimentaire)

Even though Japanese Government cannot do direct financial support to Burundian Government, counterpart fund can be used based on Burundian needs with approval of Japanese Government.

KR2009- (Draft Proposal) : La réhabilitation du laboratoire du Centre National des Technologies Alimentaires (CNTA) **Program 3**, SP11 (Les filières vivrières)

KR- Up to Decision of Government of Burundi

4) JICA can support based on the proposal from Burundi after approval from Japan Gov.

We are ready to discuss further with Burundian Government receive the proposals based on PNIA.

8.3.10. Déclaration du Kenya

His Excellency 2nd Vice President,

Her Excellency Madam Minister of Agriculture and farming,

Diplomatic and Consular services,

Members of parliament,

Participants to this workshop,

Preamble

- Congratulate the Government of Burundi for organizing the business on the Agricultural sector.
 - Commend the Government's effort in addressing poverty which affects more than 16% of the population through Agricultural Investment.
 - Kenya Government fully supports this initiative and pledges its support through its Memorandum of Understanding (MOU) signed between the two governments on 26th November, 2011 in Bujumbura on the agricultural sector.
1. To inform of the signed MOU between the Governments of Kenya and Burundi that outlines cooperation in Agriculture, Livestock development and cooperatives.
 2. Highlight Kenya's strength in Agricultural Research and the offer by Kenya to assist Burundi in capacity building for technical staff in Agriculture, Dairy and Livestock development.
 3. Inform of Kenya's willingness to receive delegations from farmers and other stakeholders to visit Kenyan farms and research centers.
 4. Inform of Kenya's agreement to offer training at local costs to Burundians in Kenya's Agricultural Institutions and Universities.
 5. Inform of the agreement for Joint Research in Tea, Coffee, Macadamia, palm oil and horticulture production.
 6. Inform of Kenya's willingness to assist the Dairy sector by providing grade cattle and veterinary professionals.
 7. Inform of the large pool of Kenyan professionals in the field of Agriculture and Livestock who can render their services through mutually agreed terms between the two governments or with the support of the other development partners.

8.3.11. Déclaration de l'Égypte

Summary:

In the past, Egypt has financed agricultural training.

To support the PNIA, Egypt can make interventions in irrigation, productivity increase, logistics (materials like tractors, etc.).

The new Egyptian initiatives have been announced in January 2012.

8.3.12. Déclaration de l’Afrique du Sud

STATEMENT BY THE AMBASSADOR OF THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA DURING THE BUSINESS MEETING OF THE PNIA

There is a Memorandum of Understanding between South Africa and Burundi in the Agriculture, which was signed in August 2011. It covers six broad areas of interest:

1. Soil and water management
2. Intensive food and cash crop production
3. Food processing, storage and marketing
4. Animal and aqua-culture production
5. Research
6. Capacity building

The two Ministries still need to establish a Joint Management Committee as stipulated in Article 6 of the Memorandum of Understanding. This Committee must draft an implementation plan. Both Ministries need to facilitate urgently the nomination of officials to expedite this. Both Ministries must be reminded that soon the BNC may be convened to report to the two Presidents about the progress.

Looking at the constraints and challenges that Burundi faces, I believe that we can share ideas and experiences using our good bilateral relations. We are grappling with the politics of food. The two Ministries have already made good progress. The only outstanding matter is the implementation plan.

Burundi has a large rural community just like South Africa. I am impressed by the energy of the people of Burundi. They wake up early in the morning and till their land. Women form the bulk of these workaholics of Burundi. In your Agriculture plan, on page 14 (I), you state “abundant and industrious work force”. It is this work force that South Africa can learn from. So Burundians should not be hard on themselves as they can teach a number of things to our people in South Africa.

I commit myself to work closely with the Minister in order for us to strengthen our bilateral relations. There are a number of other possibilities and opportunities that I have identified which, I believe, can strengthen the Memorandum of Understanding, e.g. vets, agriculture technics, rural electrification. In other areas of skills development, the Minister of Agriculture can also work closely and together with the Ministers of Higher Education and Training.

Lastly, I believe that Brazil, India, Russia, China and South Africa can make a better impact in Burundi if they can coordinate their activities in this country. I will engage with China and Russia on this matter.

Thank you.

8.3.13. Déclaration de l'Agence Française de Développement

Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République,

Excellence Madame la Ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Mesdames et messieurs du Corps diplomatique et consulaire,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Gouvernement du Burundi pour cette invitation à participer au "Business meeting" concernant le Plan national d'investissement agricole (PNIA).

La France salue l'adoption et la mise en œuvre du PNIA. En effet, ce programme cherche à répondre de la façon la plus efficiente possible aux besoins de l'agriculture burundaise.

La France salue également la décision du Gouvernement du Burundi d'augmenter la part du budget national destiné au financement de l'agriculture.

La France, par l'intermédiaire de l'Agence française de développement (AFD), va s'investir dans le secteur agricole du pays et plus spécifiquement dans la filière du thé, dans le cadre du PNIA.

Permettez-moi de vous présenter brièvement quelques détails techniques concernant ce projet.

Le mois dernier, l'AFD a notifié au Gouvernement l'octroi d'un financement de 1,2 millions d'euros pour un Programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC) de l'Office du thé du Burundi (OTB). La convention de financement sera normalement signée très prochainement.

Ce programme a pour objectif de "renforcer l'OTB dans le but d'améliorer la production et la valorisation du thé burundais". Plus spécifiquement, le programme cherchera à :

1. accompagner l'OTB dans la mise en œuvre d'une démarche qualité, du champ jusqu'aux clients, en vue d'obtenir la certification d'au moins deux complexes pilotes,
2. améliorer les pratiques commerciales de l'OTB pour sécuriser ses ventes (ventes directes, diversification des produits, etc.),
3. renforcer les acteurs de la filière thé afin de les aider à être une force de propositions vis-à-vis des évolutions en cours (libéralisation de l'économie, privatisations...).

Au cours des trois années d'exécution de ce programme d'appui, l'OTB bénéficiera de l'appui d'un assistant technique, de formations spécifiques et de voyages d'échanges d'expérience. Des investissements seront aussi financés au niveau des complexes théicoles. Ce financement s'inscrit entièrement dans le cadre du PNIA récemment validé, notamment au sein du (i) sous-programme 10 (programme 3) : "Développement des filières traditionnelles d'exportation" (amélioration de la production des filières d'exportations) et du (ii) sous-programme 6 (programme 2) : "Organisation des producteurs et renforcement de leurs capacités commerciales". La France contribue ainsi au développement de l'agriculture au Burundi.

Je vous remercie de votre attention.

8.4.14. Déclaration du COMESA

**SOUSCRIPTION AU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE
BURUNDI, 15MARS 2012**

**Excellence Monsieur le 2eme Vice-Président de la République de Burundi
Excellence Madame Odette Kayitesi, Ministre de l'Agriculture et Elevage
Excellences Messieurs les Ministres
Honorables Membres du Parlement
Excellences messieurs les Ambassadeurs et Chefs des Missions diplomatiques accrédités
au Burundi
Messieurs les Représentants de la Commission de l'Union africaine et du NEPAD
Messieurs les Représentants des partenaires de développement
Messieurs les cadres supérieurs de l'Administration et service publics de Burundi
Messieurs les Représentants des associations des agriculteurs
Messieurs les Représentants du secteur privé et de la Société civile
Collègues du Secrétariat du COMESA
Mesdames et Messieurs**

Permettez-moi de commencer par joindre ma voix à celle de ceux qui m'ont précédé, en adressant mes sincères félicitations au Gouvernement de Burundi, à tous les partenaires techniques et financiers ainsi qu'à tous les autres partenaires impliqués dans le processus de préparation du Plan national d'investissement agricole de Burundi, pour être parvenus à cette importante étape de la mise en œuvre du Plan Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA).

Je suis particulièrement très ravi d'avoir été et d'être le témoin de la présence de Son Excellence Monsieur le 2ème Vice-Président de la République qui a personnellement présidé la cérémonie officielle de cette Table Ronde. Ceci est indéniablement la preuve de l'engagement du Gouvernement de Burundi à un niveau très élevé pour œuvrer pour le développement de l'Agriculture.

La participation du Secteur privé, des associations des agriculteurs, de la Société civile, des chercheurs et des femmes pendant cette Table ronde est aussi très encourageante et témoigne de la volonté du Gouvernement de s'assurer d'une participation inclusive des tous dans ce processus du PDDAA. Leurs contributions ont été bien accueillies, et j'exhorte tous ces partenaires à ne pas fléchir, mais à continuer à soutenir les efforts du Gouvernement.

Excellence Monsieur le 2^{ème} Vice-Président de la République
Excellences Messieurs les Ministres
Distingués invités
Mesdames et Messieurs

Nous avons passé toute la journée d'hier en écoutant les exposés sur le Programme National d'Investissement agricole, notamment ses différents axes et les modalités de leur mise en œuvre. Nous avons également suivi le rapport de l'équipe indépendante de la revue technique; et nous avons tous participé aux échanges combien constructifs.

Nous sommes aujourd'hui convaincus du fait que le Burundi dispose d'un cadre idéal de référence pour tous les acteurs dans leurs différentes interventions pour le développement du secteur de l'agriculture au Burundi.

Nous au COMESA, voudrions vous exhorter à joindre vos efforts à ceux du Gouvernement dans la mise en œuvre de la Déclaration de Maputo de 2003 pour que les hommes, femmes et enfants de Burundi arrivent à expérimenter les trois repas par jour comme l'a paraphrasé hier par Madame la Ministre Odette.

Pour notre part, le COMESA, s'engage à accompagner le Burundi dans la mise en œuvre du Plan National d'Investissement agricole et ce, à travers notre collaboration avec les divers partenaires, y compris la Commission de l'Union africaine, le NEPAD et autres organisations régionales et internationales.

Nous continuerons à soutenir le Burundi dans la mobilisation des ressources techniques et financières appropriées. Aussi, avec nos partenaires nous continuerons à soutenir au Burundi le renforcement des capacités opérationnelles, qui est un des axes importants de ce plan d'investissement.

Encore une fois, je voudrais remercier le Gouvernement et les organisateurs de cette Table Ronde pour l'hospitalité accordée à ma délégation et aux représentants des autres Etats membres du COMESA venus non seulement pour être les témoins de l'événement, mais surtout pour tirer des leçons du savoir-faire du Burundi à mener ce processus au stade actuel.

Encore une fois, je saisis cette opportunité pour renouveler aux uns et aux autres nos remerciements les plus sincères.

8.3.15. Déclaration du NEPAD

Commitments of the NEPAD Agency and AUC

Within the context of the AUC and NPCA mandate, functions and responsibilities as well as our obligations to member states, which include:

- custodian of continental development vision and policy
- facilitating access to expert and knowledge support as well as sharing and peer learning
- brokering financing and technical partnerships

We commit ourselves to:

- a) Work with and support Government and Burundian institutions to strengthen systems and capacity for implementation - especially in championing policy and institutional transformation:
 - Work with Government of Republic of Burundi and partners to advance desired policy and institutional reforms. Initially this will focus on:
 - orientation seminar for Permanent Secretaries in championing the transformation
 - inter-regional peer exposure and sharing at policy and technical level
 - leadership training and nurturing for the country CAADP team, as change agents in driving CAADP implementation in Burundi
 - facilitate expert support to:
 - * strengthen and align in-country capacity on performance and impact monitoring; data and information generation to support planning and review (requires design of a programme for a SAKSS Node with in-country partners)
 - aligning and mainstreaming an integrated multi-partner peer based accountability system.
- b) brokering financing
 - offer expert support to prepare programme options on the basis of which to engage private sector
 - facilitate linkages with private sector in the region for a financing platform for investments in agriculture in Burundi with focus on agro-processing/agro-industry
 - to explore with government options to include Burundi in the 2012 set of countries for the Fish-Aquaculture investment forum planned for late in the year
 - facilitate dialogue with selected Banks on rural financing
 - jointly with COMESA facilitate interaction of domestic private sector in regional agribusiness forum including regional trade forum facilitated by COMESA and EAC
 - facilitate space for Burundi to share its case in international and global fora.
- c) Aligning civil society capacity in support of the implementation of the National IP.
 - support capacity development of civil society and Non state actors on CAADP.

Ultimately, our commitment is to support Burundi to achieve its vision with regard to developing an agriculture system and industry which in five years should demonstrate tangible results in terms of:

- attaining the minimum 6% productivity as well as the 10% Maputo commitment
- significant employer for local population especially the youth, thereby contributing to food security and poverty alleviation
- strengthened Burundian agriculture competitiveness in regional, transboundary trade

We expect that this initiative will inject NEW MONEY

8.3.16. Déclaration de la CEPGL

REUNION DES BAILLEURS DES FONDS SUR LE PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA) DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Business Meeting

Bujumbura, 14 – 15 mars 2012

COMMUNICATION DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS (CEPGL).

Sur invitation du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage de la République du Burundi, la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs, regroupant le Burundi, la RDC et le Rwanda, a participé à la réunion des Bailleurs des Fonds (Business Meeting) sur le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) organisée à Bujumbura du 14 au 15 mars 2012.

La CEPGL se félicite de l'initiative et des efforts du Gouvernement de la République du Burundi de doter le Pays d'un outil de programmation et de planification pour l'investissement dans le secteur agricole et qui se conforme aux engagements pris dans le cadre des Accords de Maputo.

Soucieuse d'accompagner et d'appuyer les Pays Membres dans la mise en œuvre des Projets Intégrateurs, la CEPGL exprime son intérêt au Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) de la République du Burundi et se propose de prendre en considération les activités du PNIA qui ont un caractère transfrontalier.

Ces activités transfrontalières du PNIA seront reflétées dans le Programme Economique Régional (PER) de la CEPGL, actuellement en cours d'élaboration, et couvriront les secteurs ci-après :

1. Secteur Agriculture et Elevage

1.1. Programme Régional de Développement Intégré de la Ruzizi (PREDIR)

Connu jadis sous l'appellation « Programme Ruzizi Sans Frontières », le Programme Régional de Développement Intégré de la Plaine de la Ruzizi (PREDIR) est mis en place par la CEPGL avec comme objectif ultime l'intensification agricole de la Plaine. Cette Plaine qui s'étend sur 175.000 Hectares, à cheval sur les trois Etats de la CEPGL, est dotée d'un énorme potentiel agropastoral mais est actuellement sous-exploitée.

Le programme (PREDIR) vise l'amélioration de l'environnement socio-économique de la Plaine de la Ruzizi pour stimuler les opérateurs privés à investir dans les facteurs de production et dans la production.

Actions à mener :

- Elaboration d'un Schéma directeur d'aménagement de la plaine dans son ensemble ;
- Mobilisation des fonds pour l'aménagement des infrastructures hydro-agricoles et des infrastructures d'appui à la production ;
- Favoriser la création d'un environnement propice aux Investissements agricoles ;

- Harmoniser les politiques agricoles pour favoriser la création des partenariats agricoles au-delà des frontières, surtout dans les filières stratégiques : semences, intrants, recherche et échanges d'informations.

Les Termes de Reference de l'étude de pré-faisabilité et de faisabilité de ce Programme ont été élaborés et la réalisation de ladite étude est prévue pour cette année.

Il convient de noter que ce Programme bénéficie de l'appui des Ministères en charge de l'Agriculture des trois Pays Membres de la CEPGL qui ont signé un Acte d'Engagement en marge de l'Assemblée Générale de l'IRAZ tenue à Goma, en RDC, en janvier 2012.

1.2. Projet de Développement de L'Élevage

La région des Grands Lacs est une zone à haut potentiel de l'élevage. L'objectif global visé par ce Projet est d'accroître la production animale, d'améliorer le niveau nutritionnel des populations et de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans la région.

Les zones à haut potentiel d'élevage les plus visées sont :

- Le plateau de Masisi au Nord – Kivu (RDC)
- Le plateau de de Kalehe et de Mulenge au Sud – Kivu (RDC)
- Le District de l'Ituri (RDC)
- Le Nord - Katanga
- La région de Mugamba (Burundi)
- La région de Mutara (Rwanda)
- La région de Gishwati (Rwanda)

Pour ce faire, une étude de faisabilité sur divers aspects liés à l'intensification de l'élevage, notamment : la création de centres d'insémination artificielle, des sources d'alimentation animale, des unités de transformation des produits d'élevage, etc. sera conduite cette année en vue de la mise en œuvre de ce Projet.

1.3. Recherche Agronomique et Zootechnique / Secteur semencier

Dans le secteur semencier, la CEPGL se propose d'entreprendre au courant de cette année, la mise en place d'une Convention sur l'utilisation des semences sélectionnées approuvées dans l'un des Etats membres et leur adaptation dans les autres Etats membres, sous la coordination de l'Institut de Recherche Agronomique et Zootechnique (IRAZ). Ce travail se fera en étroite collaboration avec les Instituts Nationaux de Recherche Agronomique à savoir : ISABU, ISAR et INERA.

Autres projets intégrateurs de la CEPGL ayant un impact sur le secteur agricole et qui constituent un appui dans la mise en œuvre du PNIA:

2. Secteur : Energie

- 2.1. Réhabilitation : Centrale Hydroélectrique Ruzizi II (45Mw)
- 2.2. Construction: Centrale Hydroélectrique Ruzizi III (145 Mw)
- 2.3. Construction des lignes d'interconnexion

3. Secteur : Infrastructures routières

-Route: Nyamitanga – Ruhwa – Ntendezi – Martyazo – Gisenyi.

-Axes Transfrontaliers : Bujumbura–Uvira , Cyangugu–Bukavu,
Gisenyi–Goma.

4. Secteur bancaire:

Relance de la Banque de Développement des Etats des Grands Lacs

5. Appui au Secteur Privé de la CEPGL

6. Appui au Secteur du Commerce Transfrontalier

8.3.17. Déclaration du COLEACP

DECLARATION DU COLEACP A L'OCCASION DE LA TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS POUR MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA - 2012- 2017).

BUJUMBURA, 15/03/2012.

Excellence Monsieur le Vice-Président de la République du Burundi,

Excellence Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'élevage,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Etats et organisations internationales et régionales,

Mesdames et Messieurs, tous présents à ce forum à vos différents titres et qualités,

C'est pour moi un grand honneur et un réel plaisir d'avoir cette opportunité pour rendre un vibrant hommage à SE Monsieur le Vice-Président de la République pour l'intérêt qu'il porte au secteur de l'agriculture, en témoigne le temps consacré à ses assises.

Mes remerciement vont également à l'endroit de S.E Madame la Ministre de l'agriculture et de l'élevage pour l'aimable invitation et, profite de cette occasion pour, d'emblée, féliciter le gouvernement du Burundi pour avoir placé la sécurité alimentaire au centre des priorités nationales.

Je me réjouis de la convergence de vues entre le plan d'investissement agricole et les objectifs du COLEACP que d'aucuns connaissent à travers ses interventions sur terrain dans les pays ACP. Permettez-moi néanmoins, de vous faire une brève présentation de cette Association composée de producteurs, Importateurs et Exportateurs, ACP et UE regroupés pour faire de la chaîne de valeurs un outils de développement économique, une chaîne de coopération, voire de solidarité.

L'UE et les états ACP via le FED nous soutiennent dans cette mission à travers les programmes tous ACP PIP et EDES.

Nous désirons faire de la filière horticole d'exportation un facteur de modernisation de l'agriculture locale. Dans le cadre précis du PNIA, le COLEACP est disposé à lancer dans l'immédiat un programme d'appui à l'amélioration de la production en qualité et quantité composée des éléments suivants :

- Le renforcement des capacités des cadres techniques aussi bien du secteur public que privé pour l'amélioration des bonnes pratiques agricoles ; la recherche et le développement de façon à définir des guides de production adéquats aux réalités burundaises ;
- Le montage d'un système de formation en cascade qui va jusqu'aux petits producteurs ;
- La création d'un centre d'information sur les conditions de production et de la commercialisation.

En outre, le COLEACP mettra à disposition du Burundi, dès lundi prochain, les méthodes et outils développés par le programme durant les dix dernières années dans une trentaine des pays ACP. Ces méthodes et outils sont conformes aux objectifs et activités du PNIA en termes de

développement d'une agriculture de marché, familiale, professionnelle et respectueuse de l'environnement.

C'est dans ce sens que le COLEACP par l'action des programmes (PIP et EDES) est à la disposition du gouvernement du Burundi et d'autres acteurs économiques du secteur privé à garantir que le commerce des fruits et légumes contribue aux objectifs de Développement du Millénaire, à savoir l'allègement de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement.

Je vous remercie

8.3.18. Déclaration du CDE

Résumé :

Le CDE est disposé à offrir ses services (services non financiers et assistance technique) avec comme objectif d'accroître la productivité.

Il va prochainement formuler son programme dans l'agri business et la formation des PME.

8.3.19. Déclaration de l'EAF

Summary :

The EAF (East African Farmers Federation) will support the Burundian farmers for the market access (regional market is a business opportunity) and encourage them to really become professionals. It will help them to mobilize resources inside EAC and support their positions.

It will help in capacity building, institutional development and quality food production.

8.3.20. Déclaration de la BAD

Résumé :

La BAD félicite le Gouvernement du Burundi pour le pas franchi avec le PNIA.

Il a été rappelé les actions en cours financées par la BAD, à savoir : le Projet transfrontalier d'Appui aux Infrastructures Rurales du Bugesera (PAIRB), le co-financement du PRODAP (projet transfrontalier des riverain du lac Tanganyika), et PABV (Bassins versants).

Sa déclaration viendra plus tard mais il a déjà annoncé que la BAD appuyera le PNIA, plus particulièrement en matière d'aménagement des bassins versants.

La BAD annonce l'importance de l'ouverture de son bureau à Bujumbura car ça lui permettra de suivre les réalités au quotidien et donc il y aura plus de possibilités de faire d'autres allocations au secteur agricole.

La question du genre et les problèmes fonciers figurent parmi les préoccupations du Conseil d'Administration de la BAD auxquelles le Gouvernement du Burundi devra veiller.

Annexe 9 : Communiqué Final

1. Une Réunion de Travail de haut niveau pour la mise en œuvre du Plan National d'Investissement agricole (PNIA) pour la période 2012-2017, organisé par le Gouvernement burundais à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage en collaboration avec les partenaires Techniques et Financiers s'est tenue au CELEXON à Bujumbura les 14 et 15 Mars 2012.
2. La cérémonie d'ouverture a été placée sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur le deuxième Vice-Président de la République Gervais RUFYIKIRI.
3. Participaient à cette Réunion de Travail les membres du gouvernement, du parlement, les représentants des partenaires multilatéraux et bilatéraux, les représentants de la société civile et du secteur privé, les Organisations des Producteurs ainsi que des ONG nationales.
4. L'ouverture de la Réunion de Travail a été marquée par le mot d'accueil de Madame la Ministre de l'agriculture et de l'Elevage, suivi des interventions respectives des représentants du COMESA, de l'Union Africaine et de celui des Bailleurs de fonds avant le discours d'ouverture prononcée par son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-Président de la République.
5. Il s'en est suivi une présentation d'un film documentaire illustrant l'agriculture burundaise ainsi que les grands défis à relever et qui nécessitent des efforts combinés du gouvernement et de ses différents partenaires techniques et financiers à travers le PNIA.
6. Après la séance d'ouverture, les consultants ont présenté le PNIA, à travers la déclinaison de son historique, sa raison d'être, le processus d'élaboration, ses composantes, les financements disponibles et les déficits qui demandent des efforts supplémentaires de financement. Cette présentation a été suivie par des échanges très riches et constructifs sur le PNIA, sa mise en œuvre et son financement.
7. La présentation du PNIA a été suivie par la présentation des recommandations de la Revue technique indépendante effectuée en août 2011 et transmis au Gouvernement pour analyse et commentaires. Cette présentation a été suivie par une présentation de la réponse du gouvernement sur toutes les recommandations formulées par la mission de revue technique du PNIA. Les échanges qui s'en sont suivis ont été constructifs et il a été conclu que les réponses données aux recommandations de la mission de la revue technique étaient convaincantes et satisfaisantes.
8. La dernière partie de la Réunion de Travail a été consacrée aux différentes déclarations du gouvernement, des organisations des producteurs, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers.

9. De son côté, le gouvernement du Burundi, à travers le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique, a annoncé, avec des chiffres à l'appui, une contribution financière de plus en plus croissante au secteur agricole et plus particulièrement au PNIA.
10. Différents partenaires techniques et financiers ont réitéré leur engagement dans le soutien du secteur agricole à travers le PNIA ainsi que la poursuite et le renforcement de ces appuis. D'autres encore ont manifesté leurs intentions de soutenir le secteur agricole.
11. Les pays amis ainsi que d'autres organisations présentes dans ces assises ont également félicité le gouvernement du Burundi pour avoir bien conduit le processus PNIA et ont promis d'être à son côté dans sa mise en œuvre de différentes façons.
12. Les différents partenaires techniques et financiers ayant fait leurs déclarations sont :

1. Groupe de Plaidoyer Agricole	12. KENYA
2. Secteur privé	13. Egypte
3. Union Européenne	14. Afrique du Sud
4. Royaume de Belgique	15. AFD
5. Banque Mondiale	16. COMESA
6. Royaume des Pays Bas	17. NEPAD
7. FIDA	18. CEPGL
8. Chine	19. COLEACP
9. FAO	20. CDE
10. PAM	21. EAFF
11. JAPON	22. BAD

En conclusion :

13. Tous les partenaires au développement présents à la Conférence ont unanimement reconnu la pertinence de la démarche définie dans l'élaboration du PNIA.
14. Ils ont réaffirmé leur engagement à faire du PNIA 2012-2017 l'instrument d'opérationnalisation de la Politique Agricole Nationale.
15. Enfin, ils ont indiqué leur ferme volonté d'apporter des appuis conséquents à la mise en œuvre du PNIA.
16. A l'issue des nombreux échanges, certaines recommandations ont été formulées à l'endroit du Gouvernement du Burundi. Ces recommandations sont :

- Prendre en main les questions foncières: le Burundi connaît une situation foncière qui inquiète plus d'un, occasionnant des litiges et des assassinats. Les Partenaires au Développement ont demandé au Gouvernement du Burundi à analyser en profondeur les possibilités de réformes foncières ;
 - Maîtrise de la démographie : le taux actuel d'augmentation de la population freine tout effort de développement ;
 - Procéder à la priorisation des programmes pour se concentrer sur l'essentiel ;
 - Encadrer techniquement et d'une manière rapprochée les populations rurales ;
 - Mettre l'homme au centre du développement.
17. Ainsi, plusieurs partenaires au développement participant à la conférence ont donné des indications chiffrées sur leurs contributions financières et d'autres ont promis des appuis techniques, matériels, et d'échanges d'expérience, etc.
18. Le niveau d'engagement dans la promesse des financements additionnels est encourageant et permettra au Gouvernement, à travers le ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, d'escompter de bonnes conditions de mise en œuvre du PNIA.
19. De son côté, le Gouvernement a émis l'espoir que les partenaires au développement prendront les dispositions diligentes pour confirmer les annonces faites lors de la Réunion de Travail à travers les mécanismes officiels.
20. **En définitive**, toutes les parties prenantes s'engagent à mettre en œuvre les engagements faits à l'occasion de la Réunion de Travail tenue à Bujumbura le 14 et 15 mars 2012.

Fait à Bujumbura le 15 Mars 2012.

Annexe 10: Liste des participants

N°	Nom et Prénom	Institution	Ville	Pays	Email	Téléphone
1	AGOSTINI Paola	Banque Mondiale	Washington	USA	pagostini@worldbank.org	
2	AKIKO Miyashita	JICA	Bujumbura	Burundi	miyashita.akiko@jica.go.jp	79672841
3	ASHA Radjabu	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi		22222087
4	BADENDE Saidi	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	badende2002@yahoo.fr	79911765
5	BAERT Theofiel	Ambassade Belgique	Bujumbura	Burundi	theofiel.baert@diplobel.fed.be	7959988
6	BAMPANZE Perpétue	FMCR	Bujumbura	Burundi	ba.pere@yahoo.fr	77731054
7	BARADUMBWA alexis	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	alexibarape@yahoo.fr	77638828
8	BATURURIMI Adeline	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	adelphinebata@yahoo.fr	79976347
9	BIHOTORI Justine	MRECI	Bujumbura	Burundi	justinebiho@yahoo.fr	77785946
10	BINDARIYE Nestor	Relations extérieures	Bujumbura	Burundi	bindariyenestor@yahoo.fr	79057866
11	BINYOGOTO Anselme	CNAC	Bujumbura	Burundi	murimawisanqi@yahoo.fr	79992221
12	BITOGA J.Paul	PRODEFI	Bujumbura	Burundi	jbbitoga@yahoo.fr	75939501
13	BIZUMUREMYI Odette	1ère Vice-Présidence	Bujumbura	Burundi	bizode@yahoo.fr	77788048
14	BOULARES Mohsen	Consultant	Hammamet	Tunisie	boularesmohsen24@gmail.com	21672283295
15	BUTOKE François	Agri-business	Bujumbura	Burundi	Gfrancois@cbinet.bi	79950879
16	BWALYA Martin	NEPAD		South Africa		27112563641
17	CALMEYN STEFAAN	BROEDERLIJK	Bujumbura	Burundi	stefaan.calmeyn@broederlikdelen.be	79300633
18	CHAUVET Hubert	UN-FAO	Bujumbura	Burundi	hubert.chauvet@fao.org	79373131
19	CISHAHAYO Anastasie	RTNB	Bujumbura	Burundi	anacisha@yahoo.fr	79601385
20	DIOP FAYE ADAMA	PAM	Bujumbura	Burundi	adama.diop-faye@wfp.org	22225621
21	DJOSSA Bienvenu	PAM	Bujumbura	Burundi	bienvenu.djossa@wfp.org	79714333
22	Dr RUREMA Déo Guide	2ème Vice-Présidence	Bujumbura	Burundi	deguide@hotmail.com	77610200
23	Dr TAWALA Robert	Ministry of Agriculture	Mbabane	Swaziland	mberthwala@yahoo.com	26824042748
24	FARLAND Cathérine	Amb.des Etats Unis	Bujumbura	Burundi	mcfarlandcj@state.gov	22201000
25	FERGA LE Marchand	Pays de la Loire	Bujumbura	Burundi	shabanna.ferga_pdl@gmail.com	22259828
26	FOX STEPHAN	UE	Bujumbura	Burundi	stephan.fox@uas.europa.eu	79471406
27	GAHUNGU Fidèle	ISABU	Bujumbura	Burundi	gahunqufid@yahoo.fr	79923799
28	GAKUKWE Bonaventure	Projet Bugesera	Kirundo	Burundi		79934925
29	GALANTE Claire	AFD	Bujumbura	Burundi	galante@afd.fr	71439551
30	GALANTE François	Consultant	Versailles	France		330130211443
31	GASINGA Jacques	CDE	Kigali	Rwanda	gasjac@yahoo.fr	250788428910
32	GATORE M.Rose	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	gatomarie@yahoo.fr	79563464
33	GIKOTA Venuste	MINAGRIE-PAIOSA	Bujumbura	Burundi	vegikota@yahoo.fr	77703416
34	HABONIMANA Patrice	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	habpatricie@yahoo.fr	79579980
35	H Aidara Hamed	FIDA	Rome	Italie	h.haidara@ifad.org	393386000772
36	HAKIZIMANA Anselme	Laiterie	Bujumbura	Burundi	hakizimananselm@yahoo.fr	77757321
37	HAKIZIMANA Colonel	COPROSEBU	Gitega	Burundi	hakistan2@yahoo.fr	77745869
38	HARERIMANA Benoit	REFES	Bujumbura	Burundi	hareriben@yahoo.fr	77740769
39	HAVYARIMANA Jeannette	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi		79396430
40	HAVYARIMANA Richard	FORSC	Bujumbura	Burundi	havyaricha@yahoo.fr	79804702

N°	Nom et Prénom	Institution	Ville	Pays	Email	Téléphone
41	IBRAHIM Elmi Mohamed	MINAGRI DJIBOUTI	Djibouti	Djibouti	ibrahimelmi@voilafr	25321351297
42	INAMAHORO Evelyne	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	inamahoro-evelyne@yahoo.com	79969775
43	IP HEOY	UNICEF		CANADA	hip@unicef.org	79554376
44	KABANDA N. Jean Victor	COMESA	Rwanda	Kigali	victkab@yahoo.fr	250783149254
45	KABURA Junie	2eme Vice-Presidence (CNCA)	Bujumbura	Burundi	kajunie62000@yahoo.fr	79985449
46	KANYARUKIGA Sam	COMESA	Lusaka	Zambia	skanyarukiga@comesa.int	260969245789
47	KAYANGE Jacques	MRE ET C.I	Bujumbura	Burundi	jackavange@yahoo.fr	79961684
48	KIMARARUNGU Alphonse	JICA	Bujumbura	Burundi	jicaky-bufos1@jica.go.jp	79572895
49	KIRIRO Philip Macharia	EAFF	Nairobi	KENYA	info@eaff.org	25420445067
50	KITHAMBA Julius	Kenya Embassy	Bujumbura	KENYA	jkkithamba@yahoo.com	79284416
51	KONAKUZE Manna	Cooperation Italienne	Rome	Italie	m.konakuze@ickamp.org	79476946
52	LITITIYO AFATA Joseph	CEPGL	Gasenyi	Rwanda	litiyojoseph@yahoo.fr	250788309395
53	LUTHEREAU François	PAIOSA	Bujumbura	Burundi	francois.luthereau@btctcb.org	77816222
54	MAMPUYA L.C. Arthur	MINAGRI	KINSHASA	RDC	mapedagp@yahoo.fr	243816875205
55	MANEGWA Libérate	Kenya Embassy	Bujumbura	Burundi	maliberate@hotmail.com	79321503
56	MASTA Shabani	Le Renouveau	Bujumbura	Burundi	mastashabani@yahoo.fr	75972140
57	MASUMBUKO Appolinaire	CNTA	Bujumbura	Burundi	apolmasu2006@yahoo.fr	77732642
58	MDLADLANA Membathisi	S.Africa Embassy	Bujumbura	Burundi	mdladlanam@dirco.gov.za	79967145
59	MEEBELO NALISHEBO	COMESA	Lusaka	Zambia	nmeebelo@comesa.int	260211229725
60	MIBURO Mathias	CAPAD	Ngozi	Burundi	mathiasmiburo@yahoo.fr	71139075
61	MINANI Bonaventure	Univ.de Ngozi	Ngozi	Burundi	bminani@yahoo.fr	22302259
62	MINANI M.Thérèse	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	mminani@yahoo.fr	79393675
63	MINANI Yves	FIDA	Bujumbura	Burundi	minaniy@yahoo.fr	79930893
64	MIYASHITA Akiko	JICA	Bujumbura	Burundi	miyashita.akiko@jica.go.jp	79672841
65	MOUSTACHE MERMEDAH	Dep.Ress. naturelles	Victoria Mahe	Seychelles	mermedan@gov.sc	2484676400
66	MUKESHIMANA Gloriose	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi		22225141
67	MURINGA Gérard	Amb.des Pays Bas	Bujumbura	Burundi	g.muringa@minbuza.nl	79920308
68	MUTOMBO Thierry	COMESA	Lusaka	Zambia	tkalonji@comesa.int	260979211367
69	MWABA Cathérine	COMESA	Lusaka	Zambia	cmwaba@comesa.int	260939998429
70	MWIKOMO Boniface	MINAGRIE/Ass.Ministre	Bujumbura	Burundi	mwikomoboniface@yahoo.fr	79943074
71	NAHAYO Dorothée	RTNB	Bujumbura	Burundi	dnahayo@yahoo.fr	75923524
72	NAHIMANA P.Claver	DG COGERCO	Bujumbura	Burundi	cogerc084@yahoo.fr	79993963
73	NDABEMEYE Gérard	MINAGRIE/DGPAE	Bujumbura	Burundi	ndabemq2011@yahoo.fr	79985193
74	NDAYIHANZAMASO J.	2eme Vice-Presidence	Bujumbura	Burundi	ndayihanzamaso@yahoo.fr	79598326
75	NDAYIKEZA Barnabé	FAO	Bujumbura	Burundi	barnabe.ndayikeza@fao.org	79932335
76	NDAYIRAGIJE Alice	CCIBFM+	Bujumbura	Burundi		79445608
77	NDAYIRAGIJE Thierry	BNDE	Bujumbura	Burundi	ndayirathier@yahoo.fr	75940055
78	NDAYISHIMIYE Astère	Presse	Bujumbura	Burundi	aqiphotopress@yahoo.fr	79572013
79	NDAYISHIMIYE J.Marie	CAPAD	Bujumbura	Burundi	capad_shirukubute@yahoo.fr	79970470
80	NDAYISHIMIYE Joseph	MINAGRIE/DSE	Bujumbura	Burundi	josephndayi2007@yahoo.fr	79965795
81	NDAYISHIMIYE Prudence	Université du Burundi	Bujumbura	Burundi		79171273
82	NDIAYE Doudou	CMA/AOC	Dakar	Sénégal	dndiaye@cmaoc.org	221338691190
84	NDIKUMANA J.Claude	OLUCOME	Bujumbura	Burundi	olucome2003@yahoo.fr	78488514

N°	Nom et Prénom	Institution	Ville	Pays	Email	Téléphone
85	NDIKUMANA Thérèse	MRECI	Bujumbura	Burundi	theresendikumana@yahoo.fr	79912127
86	NDIKUNKIKO Léon	ADISCO	Bujumbura	Burundi	nkikoleon@yahoo.fr	78838813
87	NDJOYA Jean	CEEAC	Libreville	Gabon		241444731
88	NDUWAYO J.Claude	Min.T,TP et E	Bujumbura	Burundi	nduclaude@yahoo.fr	79751937
89	NDUWIMANA Edouard	ROPPA	Bujumbura	Burundi		71212317
90	NDUWIMANA Evariste	R.B.A	Bujumbura	Burundi		22254711
91	NDUWIMANA Joseph	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	ndujosfsvmd@yahoo.fr	77735777
92	NGENDAHOYO Liboire	MINAGRIE-PAIOSA	Bujumbura	Burundi	ldngenda@yahoo.fr	77799445
93	NGENDANKENGERA Evariste	MRECI	Bujumbura	Burundi	ngenda.evariste@yahoo.fr	79975977
83	NIBITANGA Alice	USAID	Bujumbura	Burundi	nibitangaa@state.gov	77760942
94	NIDUFASHA Dieudonné	CPTA Burundi	Bujumbura	Burundi	deusnidu1@yahoo.fr	79294880
95	NIHORIMBERE Venant	U.B	Bujumbura	Burundi	venant.nihorimbere@gmail.com	77817830
96	NIMBONA Imelde	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi		22222087
97	NIMUBONA Salvator	PRODEMA	Bujumbura	Burundi	coordepp@yahoo.fr	79910412
98	NINTUNZE Seconde	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi		78835022
99	NIRERA Aiméance	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	nivirera_aime@yahoo.fr	77873322
100	NITEREKA Bonose	FIDA	Bujumbura	Burundi	bonosenitereka@yahoo.fr	78826008
101	NIYONGABO Adonias	Min Finances	Bujumbura	Burundi	edongabo@yahoo.fr	79969722
102	NIYONGABO Léopold	MINAGRIE-VAIM	Bujumbura	Burundi	nicieber06@yahoo.fr	79958402
103	NIYONKURU Gédéon	AEPV	Bujumbura	Burundi	aepvbdi@yahoo.fr	79923565
104	NIZIGIYIMANA Gertrude	MINAGRIE/DGPAAE	Bujumbura	Burundi	niziget@yahoo.fr	222229
105	NKEBUKIREMA Laurent	PARSE/FIDA	Bujumbura	Burundi	nkebukirema2001@yahoo.fr	77730405
106	NKURUNZIZA J. Claude	CAPAD	Bujumbura	Burundi		79442579
107	NSENGIMANA Jean	Presidence du Burundi	Bujumbura	Burundi	nsengimanajean@yahoo.fr	79930006
108	NSINKIYAJAKO Nadine	Min.Solidarite	Bujumbura	Burundi	sinade2009@yahoo.fr	77796608
109	NTAGUNAMA Frédéric	Consultant	Bujumbura	Burundi	fntagunama@yahoo.fr	79928632
110	NTAKARUTIMANA Rose	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	rosenta2000@yahoo.fr	79961204
111	NTAWUBANKIRA Antoinette	MINAGRIE/DGPAAE	Bujumbura	Burundi		77799637
112	NTIBAKIVAYO P.Claver	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	mufozi2009@yahoo.fr	79601217
113	NTIBANDYE Méthode	UCODE	Ngozi	Burundi	ucodeasbl@yahoo.fr	22252080
114	NTUNZWENAYO Arthémon	REFES	Bujumbura	Burundi	antunzwenayo@gmail.com	79598423
115	NYABENDA Sabine	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi		22225141
116	NYAHOZA Clémentine	Journal Ubumwe	Bujumbura	Burundi	papecho@yahoo.fr	77777888
117	NYAMUKEBA Noella	MINAGRIE	Bujumbura	Burundi	noellanyamukeba@yahoo.fr	79945033
118	NZOHABONIMANA Alexis	OTB	Bujumbura	Burundi	nzohabal@yahoo.fr	77746082
119	NZOSABIMANA Francine	CEPGL	Gasenyi	Rwanda	nzosabimana.francine@yahoo.com	250788307063
120	PERTEV Rasit	Banque Mondiale	Bujumbura	Burundi	rpertev@worldbank.org	
121	POPINEAU Mathilde	Pays de la Loire	Bujumbura	Burundi	mathilde.popineau.pdl@gmail.com	22259827
122	RISHIRUMUHIRWA Théodomir	AGROBIOTECH	Bujumbura	Burundi	agrobiotec2002@yahoo.fr	78824580
123	RUFYIKIRI Hermenegilde	PAIVA-B	Bujumbura	Burundi	rufyikiri.hermes@yahoo.fr	79272272
124	SAHINGUVU RICHARD	INADES Formation	Bujumbura	Burundi	sahrica@yahoo.fr	77746708
125	SAKUBU Cyriaque	MINAGRIE/DEP	Bujumbura	Burundi	cyriaquesakubu@yahoo.fr	79416389
126	SECK Madji	Banque Mondiale		USA	mseck@worldbank.org	

N°	Nom et Prénom	Institution	Ville	Pays	Email	Téléphone
127	SEZIBERA Benjamin	MIN.ENS.SUP.	Bujumbura	Burundi	seziberabenios@yahoo.fr	77948586
128	SIBOMANA Adrien	Consultant	Bujumbura	Burundi	sibad53@gmail.com	79910345
129	SIKOMBE Derrick	Ministry of Agriculture	Lusaka	Zambia	dsikombe@yahoo.com	260977147230
130	STINGLHAMBOR GUY	COLEACP	U.E	Bruxelles	pip@coleacp	32025082090
131	TOKINDANG S.Joel	BAD	Bujumbura	Burundi	j.tokindang@afdb.org	78312277
132	VLAAR Jan	Amb. Pays Bas	Bujumbura	Burundi	jan.vlaar@minbuza.nl	
133	YU Xuzhong	Amb. De Chine	Bujumbura	Burundi	yuxuzhong54@hotmail	79920240
134	Yves NDAYISHIMIYE	Amb.Sud Africaine	Bujumbura	Burundi	ndayishimiyey@dirco.gov.za	78852795